



CPIE  
COMITE DE GESTION  
DU PROGRAMME POUR L'INNOVATION  
ET L'ESPRIT D'ENTREPRISE

*PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL 2007*

**CPIE du 8 décembre 2006 – Point 4 de l'ordre du jour**

# EIPC report

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>(a) L'accès au crédit pour le démarrage et la croissance des PME et l'investissement dans des projets d'innovation</b>	<b>4</b>
Financer la croissance des PME	5
Les instruments financiers du pilier entrepreneuriat et innovation	8
<b>(b) La mise en place d'un environnement favorable à la coopération des PME, en particulier dans le domaine de la coopération transfrontalière</b>	<b>12</b>
Services d'appui en faveur des entreprises et de l'innovation	13
Renforcement des droits de propriété intellectuelle de l'industrie de l'UE et des PME	17
Quatrième Conférence Européenne sur l'artisanat et les petites entreprises	24
Réseau des Euro Info Centres (EIC) - 2007	26
Développer la participation des PME et des artisans dans le processus de normalisation européenne	30
Les recherches politiques pertinentes sur les PME	33
Ateliers et réunions du réseau européen de soutien du commerce électronique (ebsn)	35
<b>(c) Toutes les formes d'innovation dans les entreprises</b>	<b>37</b>
INNO-Metrics: 1-European Innovation Scoreboard + 2-Innobarometer	38
E skills	42
Etude sur les besoins futurs en termes d'aptitudes et de compétences dans le secteur de la construction	46
Europe INNOVA	49
Etude sur les systèmes d'innovation et principaux marchés des tic	55
Enquête auprès des entreprises sur l'utilisation des tic et le commerce électronique	57
<b>(d) L'Eco-innovation</b>	<b>59</b>
<b>(e) La culture de l'esprit d'entreprise et de l'innovation</b>	<b>60</b>
Echange de bonnes pratiques selon la charte européenne pour les PME	61
Etude sur l'accès de PME aux marchés publics	64
Accroître la compétitivité des PME des industries forestières européennes	66
Diffusion de l'innovation dans l'industrie AGRO-ALimentaire	70
<b>(f) La réforme économique et administrative liée à l'entreprise et à l'innovation</b>	<b>73</b>
Conférence sur la rationalisation de la mise en oeuvre des exigences réglementaires relatives à l'environnement	74
Exercice de l'OCDE d'Examens par les pairs des pratiques d'amélioration de la législation	76
Programme communautaire pour la réduction des coûts administratifs liés à la réglementation	79
Vue générale sur les questions pertinentes liées à l'entreprise familiale : recherche, réseaux, mesures politiques et études existantes	83

## INTRODUCTION

Le programme de travail 2007 du PIE prévoit 23 mesures de mise en œuvre pendant l'année 2007. En termes de budget, les priorités sont les suivantes :

- les **instruments financiers**, gérés par le Fonds européen d'investissement (FEI) avec 142 millions d'euros. Dans ce montant sont inclus 23 millions d'euros pour l'éco-innovation, via les instruments financiers.
- **l'appel à proposition pour un réseau d'appui** qui sera lancé en 2006 a été examiné en profondeur lors de la réunion du Groupe de travail Ad hoc du 19 septembre 2006. Outre l'appel pour un montant de 73.8 millions d'euros, les EIC sont reconduits pendant l'année 2007 avec un montant de 12.8 millions d'euros.
- **l'éco-innovation**: 23 Million d'euros sont prévus dans les instruments financiers pour les actions dans le domaine de l'éco-innovation. En 2007, il n'y aura aucun appel à propositions sur l'éco-innovation spécifiquement. Une grande partie du travail de mise en œuvre commencera en 2008.
- Le **programme communautaire pour la réduction des dépenses administratives réglementaires**, qui livrera des informations importantes sur les dépenses administratives. Cette mesure de mise en œuvre durera jusqu'à fin 2008 avec un montant annuel de 10 millions d'euros.

Les 19 mesures de mise en œuvre restantes, avec un montant de 26.7 millions d'euros, couvrent tous les objectifs de la base juridique.

**(A) L'ACCES AU CREDIT POUR LE DEMARRAGE ET  
LA CROISSANCE DES PME ET L'INVESTISSEMENT  
DANS DES PROJETS D'INNOVATION**

## FINANCER LA CROISSANCE DES PME

### YEAR

2007

### IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/A/

### POLITICAL PRIORITIES

SMEs

### OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Promouvoir le partenariat de Lisbonne et optimiser les activités communautaires dans le domaine de l'accès au financement en :

- assurant un suivi de la Communication « financer la croissance des PME » ;
- identifiant et supprimant les obstacles aux investissements transfrontaliers ;
- créant un outil de contrôle concernant le financement des PME basé sur une sélection de données statistiques et d'enquêtes, en y incluant les résultats de la seconde enquête sur le financement des PME ;
- promouvant de bonnes pratiques sur le capital à risque parmi les autorités régionales ainsi que les systèmes de garanties parmi les bailleurs de fonds internationaux pour les PME ;
- évaluant le potentiel de l'outil microcrédit afin que celui-ci devienne une initiative de politique publique de la Commission en 2008.

### INDICATORS

Quantitative outputs:

2 expert groups established

2 good practices projects set-up

1 feasibility study of a monitoring tool on SME finance launched

1 assessment of micro-credit potential available

Qualitative:

- Number of DGs participating in the interservice group (expert group) on the follow-up of the Communication "Financing Growth" (target: encompasses at least 6 DGs out of 8 potentially interested)
- Number of Member States taking action to remove obstacles to cross-border investments
- Utility of the monitoring tool of access to finance conditions, as measured by its use in regular reports on access to finance
- The assessment of potential on microcredit actions leads to a clear-cut orientation from the Commission to take (or not to take) a policy initiative.

NB: Ultimately, the effectiveness of access to finance actions would be evaluated to see to what extent the recommendations and good practices have been adopted as valid policy goals; to what extent have policies been changed due to the above mentioned outputs and to what extent have SMEs benefited from these policy changes.

### TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

1. Call for tenders

2. Other: Open method of coordination tools: expert groups, workshops, good practice, dissemination.

## DESCRIPTION

Dans le nouvel environnement financier (Bâle II), la promotion des activités relatives au financement des PME est un élément clef pour atteindre la stratégie de Lisbonne révisée, notamment en mettant en œuvre les actions identifiées dans la Communication « Financer la croissance des entreprises ».

Groupe d'experts sur l'amélioration de la disponibilité du capital d'amorçage et de démarrage (seed finance) se focalisant essentiellement sur le rôle des investisseurs privés (Business Angels) et les réseaux de soutien.

Groupe d'experts sur l'identification et la diffusion de bonnes pratiques globales dans l'utilisation de capitaux à risque, y compris les instruments du PIC ainsi que le financement régional dans le contexte de JEREMIE – Suivi de la mise en œuvre.

Appel d'offres pour lancer une étude de faisabilité et la mise en œuvre d'un outil de traitement de données statistiques pour contrôler et répertorier les développements dans les différents secteurs de l'accès au financement pour les PME.

## RELATED MEASURES

Open method of coordination: expert groups, good practice projects, studies and surveys.

## PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

- (d) Dissemination of appropriate information in relation to this programme.

## OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Study	Q2/2007
Expert Group 1	Q1/2007
Expert Group 2	Q3/2007
Total duration (months) : 20	

## BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
seminars	2007	B	56,000	No	
meetings of experts	2007	BA	90,000	No	
services contracts	2007	B	100,000	No	
other	2007	B	26,000	Yes	Dissemination
seminars	2007	B	28,000	Yes	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	300,000	90,000	210,000	meetings of experts	90,000
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	100,000
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	84,000
2013	0	0	0	other	26,000

<b>TOTAL</b> 300,000	<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b> 54,000
-------------------------	---

<b>CALL FOR TENDERS:</b>
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
Publication of the call in second quarter 2007, selection of tenderer and signing the contract before the end of the year
Total indicative budget for the call
100000 €
Description of the call
Call for tender to do a feasibility study and possible implementation of a data processing tool that would help regularly monitoring and reporting developments in various areas of SMEs' access to finance.
Indicative selection and evaluation criteria
1. Capacity to understand all aspects of SME finance. 2. Experience in policy evaluation and monitoring. 3. Knowledge of data sources. 4. Capacity to build a coherent tool to help the unit to organise and use the available data on access to finance.

# LES INSTRUMENTS FINANCIERS DU PILIER ENTREPRENEURIAT ET INNOVATION

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/A/

## POLITICAL PRIORITIES

SMEs

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

L'objectif global des instruments financiers est d'améliorer l'accès au financement pour les PME à forte croissance et innovantes, incluant l'éco-innovation, en :

- augmentant les volumes d'investissement des fonds de capital-risque et les véhicules financiers proposés par les investisseurs privés Business Angels);
- exerçant un effet - levier pour une utilisation plus importante des instruments de prêt bancaire.

## INDICATORS

Indicators will include:

- the degree of change in investment volumes of venture capital funds and investment vehicles promoted by business angels;
- the change in the volume of investment financing;
- the number of SMEs receiving new financing;
- the number of jobs created or maintained in SMEs receiving new financing;
- total net disbursement.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Call for proposals: to remain open during the entire programme period ("open pipeline")

## DESCRIPTION

Comme suite à l'adoption en codécision de la base légale du programme de compétitivité et d'innovation, des indications doivent être établies pour chaque instrument financier. De même, un accord fiduciaire et de gestion doit être signé par la Commission et les institutions financières internationales éligibles. Ces institutions financières internationales mettront en œuvre les instruments financiers pour les PME, au nom de la Commission européenne.

Il y a trois types d'instruments financiers pour les PME, dont les directives sont jointes :

### 1. Le mécanisme en faveur des PME innovantes et à forte croissance (MIC)

Ce mécanisme doit permettre d'augmenter l'approvisionnement en capitaux pour les PME innovantes durant la période d'amorçage et de démarrage (MIC1) et d'expansion (MIC2). La contribution de MIC1 ou de MIC2 dans chaque fonds ou véhicule financier se fera pari passu avec la contribution des investisseurs opérant selon le principe d'économie de marché. La majorité du capital investi au sein des fonds ou des véhicules financiers devra être fournie par les investisseurs selon les principes de l'économie de marché, indépendamment de la nature et de la structure juridique de ces investisseurs.

Une attention particulière sera portée à l'éco-innovation.



MIC1 couvre les investissements initiaux (amorçage et démarrage). Il concerne les investissements dans des fonds spécialisés de capital-risque tels que les fonds de financement au stade précoce, les fonds qui pourront avoir un impact important sur le développement du marché du capital risque pour les technologies spécifiques ou une région spécifique (fonds multi-régionaux) ou des fonds à buts multiples qui incluent des entreprises en phase précoce et d'amorçage dans le cadre de leur politique d'investissement.

Il peut également co-investir dans des fonds créés pour stimuler le transfert de technologie et dans le cadre de montages financiers promus par des investisseurs informels (business angels).

L'instrument n'investira pas dans des fonds dont l'objectif est d'intervenir en phase de développement ou maturité (pre-IPO, MBI, MBO) ou dans le cadre de capital de remplacement.

MIC 2 est un nouvel instrument. MIC 2 doit couvrir les investissements durant la phase d'expansion et devra investir dans des fonds spécialisés de capital-risque qui, à leur tour, fournissent des quasi-fonds propres ou des fonds propres à des PME innovantes ayant un potentiel de croissance élevé dans leur phase d'expansion. Les investissements relevant du MIC 2 évitent les capitaux de rachat ou de remplacement.

Toutefois, MIC 2 peut investir dans des fonds de capital à risque qui poursuivent une stratégie " d'achat et de construction" (buy and build strategy) où le fonds s'engage à investir dans une PME pour créer de la croissance à long terme, de l'emploi et de la valeur plutôt que de rétribuer simplement les ayant droits.

## 2. Le mécanisme de garantie PME

Ce mécanisme continuera de fournir des contre-garanties ou, le cas échéant, des co-garanties aux régimes de garantie opérant dans les pays participants. Il fournira également des garanties directes à d'autres intermédiaires financiers appropriés dans le but d'accroître le financement par prêt bancaire aux PME.

Cet instrument devra se concentrer sur les lacunes du marché en utilisant quatre guichets:

- Le premier guichet, dénommé «a) financement par l'emprunt (prêt ou crédit-bail)», vise à réduire les difficultés particulières auxquelles les PME sont confrontées pour obtenir des crédits.
- Le deuxième guichet, dénommé «b) microcrédit», vise à encourager les institutions financières à jouer un rôle plus important dans l'offre de prêts pour des montants limités, qui entraînent normalement des coûts de gestion unitaires proportionnellement plus élevés pour les emprunteurs ne disposant pas de garanties suffisantes.
- Le troisième guichet, dénommé «c) garanties pour des investissements de fonds propres ou quasi-fonds propres dans des PME», couvre les investissements par des fonds locaux ou régionaux qui fournissent du capital d'amorçage et/ou de démarrage, ainsi que par des fonds de financement mezzanine, dans le but de réduire les difficultés particulières auxquelles les PME sont confrontées en raison de leur faible

structure financière ainsi que celles liées aux transmissions d'entreprise.

- Le quatrième guichet, dénommé «d) titrisation de portefeuilles de crédits consentis à des PME», vise à mobiliser des moyens supplémentaires de financement par l'emprunt pour les PME dans le cadre d'accords appropriés de partage de risque avec les institutions financières visées. Pour pouvoir bénéficier de l'aide, les institutions émettrices doivent s'engager à consacrer une part significative des liquidités résultant des capitaux mobilisés à l'octroi de nouveaux prêts aux PME dans un délai raisonnable.

Le niveau de ce nouveau financement par dette sera calculé par rapport à la quantité de risque du portefeuille garanti et négocié, tout comme la durée, de manière individuelle avec l'institution financière d'origine.

Les garanties qui seront émises par la Commission européenne devront partager les risques de certaines classes titrisées dites «supérieures» face aux tranches subordonnées. Ou laisser le risque issu d'une part non négligeable des classes dites « subordonnées » à l'émetteur et partager le risque issu des classes restantes.

### 3. Le dispositif de renforcement des capacités (DRC)

Ce dispositif devra :

- améliorer les compétences techniques en matière d'investissement et de technologie des fonds qui investissent dans des PME innovantes ou des PME ayant un potentiel de croissance;
- stimuler l'offre de crédit aux PME en améliorant les procédures d'évaluation des demandes de crédit des PME.

### 4. Promotion et visibilité :

Les institutions financières, participant aux instruments financiers du PIC, devront incorporer dans leur matériel promotionnel des références claires à l'aide fournie par la Commission européenne et veiller à ce que chaque bénéficiaire final soit conscient, par écrit, de l'origine de ce soutien.

La Commission européenne élaborera une stratégie de communication appropriée pour les instruments financiers du PIC et la mettra en œuvre.

### **RELATED MEASURES**

Dissemination activities.

### **PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

### **OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Signature of Fiduciary and Management Agreements with the European Investment Fund	Q1/2007
Total duration (months) : 84	

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
other	2007	BA	100,000	No	dissemination activities
other	2007	B	118,900,000	No	SME financial instruments
other	2007	B	23,000,000	Yes	SME eco-innovation financial instruments
other	2008	B	117,000,000	No	SME financial instruments
other	2008	B	26,000,000	Yes	SME eco-innovation financial instruments

<b>TOTAL PER YEAR/CREDITS</b>				<b>TOTAL PER ACTION</b>	
Year	All	BA	B		
2007	142,000,000	100,000	141,900,000	meetings of experts	0
2008	143,000,000	0	143,000,000	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	0
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	285,000,000
<b>TOTAL</b>				<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	
285,000,000				49,000,000	

**(B) LA MISE EN PLACE D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A LA COOPERATION DES PME, EN PARTICULIER DANS LE DOMAINE DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE**

# SERVICES D'APPUI EN FAVEUR DES ENTREPRISES ET DE L'INNOVATION

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/B/

## POLITICAL PRIORITIES

SMEs

Innovation

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

- Etablir un réseau afin d'assurer l'appui en faveur des entreprises et de l'innovation – notamment des PME – en fournissant des services d'information, de retour d'information et coopération des entreprises, des services de transfert d'innovations, de technologies et de connaissances, ainsi que des services encourageant la participation des PME au programme-cadre communautaire de RDT.
- Développer les synergies entre les prestataires du réseau, notamment en fournissant des services conjoints.
- Maintenir et améliorer continuellement la qualité des services du réseau d'appui aux entreprises susmentionné.
- Accroître la sensibilisation – en particulier des PME – aux affaires communautaires et aux services offerts par le réseau de soutien aux entreprises.
- Consulter les entreprises et recueillir leur avis sur les politiques communautaires, en utilisant les Panels PME et IPM (Interactive Policy Tool).
- S'assurer que le réseau offre une complémentarité avec les prestataires de services pertinents au niveau régional ou national, y compris le Point de Contact National d'appui aux entreprises participant au FP7.
- Réduire la charge administrative pour toutes les parties, en comparaison avec celle supportée par les réseaux précédents.

## INDICATORS

- Number of SMEs using the network's business-cooperation services (target: net incremental increase over time)
- Number of thematic assistance and advice services provided (target: net incremental increase over time)
- Number of technology co-operation partnerships built through network support (target: net incremental increase over time)
- The degree to which SMEs report improved access to network services (no wrong door concept), as shown in user satisfaction surveys
- Number and outreach of awareness-raising activities organised by the network (target: net incremental increase over time)
- Number of SME-panels and business feedback surveys carried out (target: corresponding numbers to those requested by the Commission)
- The proportion of organisations providing joint services, as compared to the total number of service providers (target: majority of organisations providing joint services)
- Change in administrative burden for network partners, as demonstrated by the number of contracts over the period (target: net reduction) and the number and magnitude of payment delays (target: no delays)

**TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE**

Call for Proposals.

**DESCRIPTION**

Les missions des membres du futur réseau d'appui aux entreprises se concentrent sur la nécessité de soutenir les entreprises européennes, particulièrement les PME, comme décrit à l'Article 21 (une description, plus détaillée est fournie à l'Annexe III de la proposition pour le CIP):

- a) Services d'information, de retour d'information et de coopération des entreprises;
- b) Services de transfert d'innovations, de technologies et de connaissances
- c) services encourageant la participation des PME au programme-cadre communautaire de RDT.

Afin d'appliquer l'Article 21, la Commission va lancer un appel à proposition unique pour un service d'appui en faveur des entreprises et de l'innovation.

Une journée d'information sera organisée après la publication de l'appel à propositions afin de s'assurer de la bonne compréhension par les structures hôtes existantes ou futures.

Une reconduction des Euro Info Centres sur leur base actuelle sera proposée pour 2007 afin de ne pas interrompre les services offerts par le réseau (voir Article 50 de la base légale du CIP)

Tous les partenaires du réseau seront tenus d'offrir:

- un appui de base et des services d'orientation afin de faciliter l'accès des PME aux différents types de services et d'assurer la coordination et la coopération entre tous les partenaires du réseau au niveau régional (concept « no wrong door »)
- des services encourageant la participation des PME au programme-cadre communautaire de RDT
- des services d'assistance aux PME pour développer la coopération internationale.

**RELATED MEASURES**

- prolongation of the existing EIC network in 2007 (see Article 50 of CIP legal base)
- for current networks: Multi-annual Programme for Enterprise and Entrepreneurship (MAP) and 6th R&D Framework Programme
- Future 7th R&D Framework Programme

**PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

**OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Award Decision following the Call for Proposals	Q3/2007
Framework Partnership Agreements / Specific Agreements	Q4/2007
Total duration (months) : 39	

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
grants	2007	B	68,600,000	No	
other	2007	B	4,500,000	No	Administrative Management
grants	2008	B	74,200,000	No	
other	2008	B	4,600,000	No	Administrative

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
					Management
technical assistance	2007	BA	700,000	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	73,800,000	700,000	73,100,000	meetings of experts	0
2008	78,800,000	0	78,800,000	technical assistance	700,000
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	0
2011	0	0	0	grants	142,800,000
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	9,100,000
<b>TOTAL</b>	<b>152,600,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

<b>CALL FOR PROPOSALS:</b>
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
INDICATIVE TIMETABLE December 2006: Launching of the call March 2007: Closing date for presentation of proposals April-July 2007: Evaluation of proposals 3rd quarter 2007: Award decision 4th quarter 2007: Contracting
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
320000000 € The publication is further subject to the adoption of the CIP legal base without substantial modifications and its entry into force, the formal opinion of the EIP management committee and the adoption of the 2007 budget.
<b>FINANCIAL MODALITIES/COMMUNITY CO-FINANCING RATE</b>
The Commission plans to apply the following ratio: - Up to 60% of eligible costs - A flat rate of 30% as overheads of personal costs
<b>DESCRIPTION OF THE CALL AND EVALUATION PROCEDURE</b>
The objective of this call is to establish on the basis of Art. 21 (CIP) a network providing Competitiveness and Innovation Services. Applicants are invited to submit proposals to provide the following services: - Information, feedback, business co-operation and internationalisation services (Art. 21.2, Module a), - Services for innovation and for the transfer of both technology and knowledge (Art. 21.2, Module b), - Services encouraging the participation of SMEs in the Community framework programme for RTD (Art 21.2, Module c).
In order to ensure services of highest quality for SMEs the following priorities for service provision are established:

- Implementing the 'No wrong door' concept
- Excellence and Professionalism of the service providers

The European Commission expects that proposals from organisations or consortia will provide integrated services of all service modules.

Proposals with integrated services for all modules will be given priority in the awarding decision based on the quality of the proposals.

#### EVALUATION PROCEDURE

According to Article 116 of the Financial Regulation and Articles 178 & 179 of the implementing rules. The Commission might evaluate proposals with the assistance of independent experts.

#### **INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA**

##### SELECTION

- financial capacity to complete the proposed operation;
- stable and sufficient sources of finance to ensure the continuity of their organisation throughout the project and, if necessary, to play a part in financing it;
- technical capacity to complete the proposed operation;
- operational (technical and management) capacity to complete the operation to be supported and must demonstrate their capacity to manage scale activity corresponding with the size of the project for which a grant is requested. In particular, the team responsible for the project/operation must have adequate professional qualifications and experience.

##### AWARD

An evaluation of the quality of proposals, including the proposed budget, will be carried out in accordance with the following award criteria:

1. Relevance
2. Quality
3. Impact
4. Visibility
5. Budget and cost-effectiveness



# RENFORCEMENT DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DE L'INDUSTRIE DE L'UE ET DES PME

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/B/

## POLITICAL PRIORITIES

Industrial policy

## OBJECTIFS

Basé sur la volonté d'établir une société fondée sur la connaissance dans le cadre du processus de Lisbonne, l'objectif général de cette initiative est de répondre aux besoins de l'industrie de l'UE, particulièrement des PME et de secteurs particuliers, concernant l'utilisation et la défense des droits de propriété intellectuelle. Les différentes actions auraient les objectifs suivants :

1. Augmenter le niveau de connaissance et d'utilisation des DPI par les PME ainsi que d'améliorer la défense de ces droits par les PME et leur capacité de combattre la contrefaçon. Développer de nouveaux services pour les PME et améliorer les services existants, prenant dument en compte les besoins sectoriels (textiles etc.) et la nécessité de soutenir les projets de recherche et d'innovation financés par l'UE.
2. Identifier et échanger, avec l'industrie et les États membres, les bonnes pratiques de soutien à la protection des DPI de l'industrie, particulièrement hors de l'UE. Cette action pourrait mener à l'établissement de partenariats publics-privés afin d'améliorer la protection des DPI des PME. Cette action serait menée initialement en Chine.
3. Mieux comprendre les conditions et l'impact d'imposition de licences obligatoires sur le comportement des compagnies.
4. Participer aux activités de l'OMS visant à aborder des problèmes de contrefaçon dans le secteur pharmaceutique.
5. Organiser la prochaine conférence PATINNOVA, pour débattre des DPI avec les professionnels des brevets et la communauté de l'innovation.

## INDICATORS

The indicators for the first action:

- Number of local IPR partnerships developed
- range and quality of produced material;
- number of seminars run and numbers of participants to the seminars;
- number and type of questions answered by the helpline and number of users of website;
- Survey of users on the quality of material, seminars, and helpline;
- number of SME given advice on enforcement strategies;
- number and satisfaction of SME referred for legal advice service (through survey);
- Degree to which the provision of requested services is within the requested time and agreed budget.

The indicators for the second action:

- Output indicator: Establishing of inventory of best practices by Member States and private sector;
- Number and type of new actions triggered in this field by Member States and EU industry.

The indicators for the third action:

- Timeliness and quality of the study, as well as usefulness of study results to be applied in the analysis of competition cases.

The indicators for the fourth action:

- Number of sector-specific agreements and development of tools to fight counterfeiting.

The indicators for the fifth action:

- Number and type of participants in the conference

#### **TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE**

- Call for proposals for the IPR Awareness and Enforcement Programme;
- Call for tender for the study: Inventory of best practices by Member States and private sector and organisation of meetings of experts to validate the results of the Inventory study, to share experience and to keep the inventory up-to-date;
- Call for tenders for study on the impact of compulsory licensing obligations on competition, innovation, and competitiveness;
- Ad hoc grant to WHO;
- Conference organisation with the support of the contractor in charge of conferences organisation (framework contract).

#### **DESCRIPTION**

Première action: Projet de sensibilisation et de protection des droits en matière de DPI (y inclus le IPR Helpdesk):

- Mettre en place des stratégies destinées à sensibiliser les PME sur l'utilisation et la protection des droits de propriété intellectuelle aux niveaux national et européen en rapprochant les principaux services et institutions.
- Développement d'une boîte à outils en matière de DPI de protection de ces droits, y compris des guides et du matériel de formation
- Formation de multiplicateurs, en particulier les CIE/CRI; vaste gamme d'actions de formation sur la PI et à la protection de ces droits; appui aux services de conseil aux PME.
- Préparation de manuels multilingue, de matériel de formation et d'ateliers destinés aux PME des secteurs du textile, de la chaussure, de l'ameublement etc. de façon à sensibiliser les PME en matière de DPI et de protections des droits associés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE;
- Soutien en matière de DPI aux bénéficiaires (potentiels) des actions du CIP et du Programme-Cadre de la Recherche (IPR Helpdesk);
- Secrétariat du réseau d'offices des brevets nationaux.

Deuxième action : Identification et échange, avec le secteur privé et les États membres, des bonnes pratiques dans le domaine des mesures de soutien à la protection des DPI de l'industrie, particulièrement hors de l'UE, comportant la mise en réseau des États membres, associations industrielles, chambres de commerce, y inclus potentiellement la participation de l'industrie et des gouvernements des États-Unis et du Japon. Cela viserait à développer de bonnes pratiques de mesures de soutien par les États membres à la protection des DPI, de structures de conseils, de partenariats privé-publics y compris les réseaux locaux dans des pays tiers, d'actions d'application des DPI aux foires commerciales etc. L'échange continu des bonnes pratiques et le développement de réseaux solides seront réalisés par des réunions annuelles régulières.

Troisième action : Étude sur l'impact de l'imposition de licences obligatoires sur la concurrence, l'innovation et la compétitivité :

- revue de littérature économique et de la jurisprudence respectivement dans l'UE et aux États-Unis ;
- identification des critères de circonstances dans lesquelles des licences obligatoires peuvent être considérées comme un recours effectif au comportement anticoncurrentiel ;
- analyse d'effet d'imposition ex-post de licences obligatoires sur les incitations à l'innovation et sur la concurrence;

- analyse d'autres recours possibles au comportement anticoncurrentiel par rapport aux DPI.  
 Quatrième action : Contribution financière et participation à la task-force internationale de l'OMS sur la lutte contre la contrefaçon en médecine:  
 - Subvention pour soutenir le fonctionnement et pour participer à la task-force internationale en médecine.  
 Cinquième action : Organiser la conférence PATINNOVA :  
 - Etablie depuis 1990, la conférence PATINNOVA rassemble tous les 2 ans des professionnels de brevet et la communauté de l'innovation pour un échange de vues sur de nouveaux développements et fournit un forum aux deux communautés pour se rencontrer et pour mieux se comprendre.  
 Les actions auraient des durées différentes, commençant en 2007. Les trois premières, si réussies, seraient poursuivies tout au long de la durée du CIP. Les actions utiliseraient autant que possible les réseaux existant ou future de la Commission et éviteront les chevauchements avec les activités similaires existantes menées par les États membres ou des organisations internationales.

#### RELATED MEASURES

EIC network, IRC network

#### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

#### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Call for proposals/tender for Action 1 (IPR Awareness and Enforcement Project)	Q1/2007
End of contract for Action 1 (could be renewed for three additional years)	Q4/2010
Call for tenders for the study: Inventory of best practices by Member States and private sector and organisation of a meetings of experts (Action 2)	Q1/2007
Last meeting of experts and end of contract (Action 2)	Q3/2009
Call for Tenders for Action 3 (Study on the impact of compulsory licensing obligations on competition, innovation and competitiveness)	Q2/2007
Final report delivery for Action 3	Q3/2008
Contract signature (Financial contribution for and participation in WHO anti-counterfeiting International Medicinal Task Force Action 4)	Q2/2007
Next PATINNOVA Conference (Action 5)	Q4/2007
Total duration (months) : 36	

#### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
grants	2007	B	7,900,000	No	
services contracts	2007	B	275,000	No	
services contracts	2007	B	120,000	No	

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
grants	2007	B	250,000	No	
other	2007	B	300,000	No	Use of framework contract Patinnova Conference organisation

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	8,845,000	0	8,845,000	meetings of experts	0
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	395,000
2011	0	0	0	grants	8,150,000
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	300,000
<b>TOTAL</b>	<b>8,845,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

<b>CALL FOR PROPOSALS:</b>
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
Call publication 01/2007 Call closure 04/2007 Publication of the results 9/2007 Contract signature 11/2007
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
7900000 €
<b>FINANCIAL MODALITIES/COMMUNITY CO-FINANCING RATE</b>
The Community financial contribution to the project shall take the form of a tender or a grant based on the reimbursement of eligible costs reported by each participant. In the case of a grant, the Community financial contribution may reach a maximum of [90%] of the total eligible costs. The exact choice of financial modality still needs to be clarified
<b>DESCRIPTION OF THE CALL AND EVALUATION PROCEDURE</b>
(Action 1) Call for proposal for the IPR Awareness and Enforcement Project (3 years contract) to increase the business development and innovation of enterprises, particularly SMEs, through improving their awareness and use of intellectual property rights and their ability to protect those rights and to fight counterfeiting. As well as an overall approach, special attention will be devoted to textiles and similar sectors and to the need to support EC-funded research and innovation projects. The measure will contribute to raising SMEs awareness and knowledge on the IPR dimension of innovation, and IPR enforcement by providing appropriate advice manuals, awareness material, training material, and actual training to suitable multipliers, notably the EIC/IRC networks (and other regional/sectoral SMEs associations, chambers of commerce, NCP etc.). Special attention will be given to sectoral needs. Specifically for the textiles, clothing, leather, footwear, toys and furniture sectors, a multi-lingual IPR guide/practical handbook, containing a practical and user-friendly sector-specific introduction to IPR, will be provided at an early date, together with 25-30 subsequent training sessions linked to the guide. A IPR enforcement manual and other

specialised materials, including third country IP protection guides to China, Russia etc., will be prepared. Support will be provided for workshops to raise SME awareness within the EU about third-country enforcement, including training the trainers for the future EIC/IRC network. It will support SMEs business development and innovation by providing first-line information and advice (including through on-line reference documentation and helpline) on a wide range of IPR use and enforcement issues, indicating, when necessary, adequate reference body (NPO, EPO, ...) for further specific support. Provide advice services for the development of practical IPR protection strategies by SMEs via the EIC/IRC network. Provide means to give legal information to SMEs, referred through the EIC/IRC network, in order to facilitate their undertaking IPR enforcement actions outside the EU and liaison with on-the-spot networks. It will provide IPR support to (potential) beneficiaries of EC funded RTD and innovation measures (measures in support to SMEs, collaborative and frontier research projects...funded by the FP; IRC activities, ICT, innovation or eco-innovation projects...funded by the CIP) by providing them guidance on IPR-specific issues related to international RTD programs or technology transfer actions. It will support the development of the Network of NPOs. Links with EICs/IRCs and Framework Programme National Contact Points will be reinforced.

**INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA**

- Relevance to the work programme - Overall quality of the work programme and planning (in particular quality, diversity and coverage of the documentation/training material proposed) - Potential impact (development of awareness and enforcement strategies, helpline, website and documents, efficiency of the promotion actions envisaged, ...) - Quality of the consortium (relevant experience and technical capacity of the partners...) - Overall quality of the management and quality assurance plan - Availability of necessary resources (personnel, financial ...) and adequacy of financial plan The contract will be awarded to the most cost-effective offer ("best value for money") on the basis of the best quality /price ratio.

**CALL FOR PROPOSALS:**

**TIMETABLE FOR THE CALL**

Discussion on project in 12/2006, end of discussion 02/2007, Contract signature 04/2007

**TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL**

250000 €

**FINANCIAL MODALITIES/COMMUNITY CO-FINANCING RATE**

The Community financial contribution to the project shall take the form of a grant based on the reimbursement of eligible costs reported by each participant. The Community financial contribution may reach a maximum of 50% of the total eligible costs.

**DESCRIPTION OF THE CALL AND EVALUATION PROCEDURE**

(Action 4) Ad Hoc grant. Evaluation procedure: • The proposal will be chosen on the basis of an evaluation by an evaluation committee. IMPACT is a voluntary grouping of organizations, institutions, agencies and associations from developing and developed countries aimed at sharing expertise, identifying problems, seeking solutions, coordinating activities and working towards the common goal of fighting counterfeit medical products.

**INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA**

Indicative evaluation criteria: - Relevance to the work programme - Linkage with projects on the work programme (study on counterfeit medicines) - Potential impact (implementation of recommendations by participating partners, effects on European industry and patients, effects on patients in poorer countries) - Quality of the organising committee (representation through

relevant regulatory and industry partners from inside and outside the EU) - Overall quality of the management and quality assurance plan (cost-effectiveness of the project).

**CALL FOR TENDERS:**

**TIMETABLE FOR THE CALL**

Publication of the first call Q1 2007. Project duration 24 month.

**TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL**

275000 €

**DESCRIPTION OF THE CALL**

(Action 2) • Identification and exchange of best practices by Member States and private sector in the area of support measures for the IP enforcement, especially outside the EU, involving the networking of Member States, industry associations, chamber of commerce, and possibly including participation by US and Japan industry and governments. Aimed at developing good practices for Member State IPR enforcement support measures, Private-Public Partnerships including on-the-spot networks and advice structures etc. The continued exchange of good practices and development of strong networks will be achieved through regular annual meetings.

**INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA**

1. Selection criteria - Financial and economic capacity - Technical and professional capacity  
2. Evaluation criteria - Practical value of the output of the service to be provided - Clarity and feasibility of the work programme and methodologies (in particular the methodology to identify and evaluate best practices in the domain and the feasibility of application of them in other circumstances, i.e. other Member States, different sectors; ability to gather relevant expert groups that can have an impact on future Member States policies in this domain) - Relevance, quality and completeness of the information proposed to be used (especially the ability to have a wide geographical and large sectoral coverage of organisations to be screened) - Understanding of the objectives The contract will be awarded to the most cost-effective offer (“best value for money“) on the basis of the best quality /price ratio.

**CALL FOR TENDERS:**

**TIMETABLE FOR THE CALL**

Publication of call Q2 2007; Commitment made Q4 2007; Report due Q3 2008

**TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL**

120000 €

**DESCRIPTION OF THE CALL**

(Action 3) The study should critically review the economic literature on the impact of compulsory licensing obligations on competition, incentives to innovate and the competitiveness of the European industry. In addition, a review of the respective case law in the European Union and the US should be provided in order to identify criteria under which compulsory licensing can be regarded as an effective remedy to anti-competitive behaviour. As intellectual property rights are granted in order to provide an incentive for innovation, the effect of ex-post imposition of compulsory licensing should be carefully analysed and a balancing of the incentive effect and the impact on competition should be attempted. Furthermore, the study should investigate other possibilities to remedy anti-competitive behaviour in relation to intellectual property rights such as voluntary patent-pools, membership in standardisation bodies, etc.

**INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA**

Technical competence in the field of performing economic studies; meets financial and economic capacity Evaluation criteria: quality of methodology, organisation of work, good knowledge of the subject, quality control measure

# QUATRIEME CONFERENCE EUROPEENNE SUR L'ARTISANAT ET LES PETITES ENTREPRISES

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/B/

## POLITICAL PRIORITIES

SMEs

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Objectifs qualitatifs :

- créer un environnement favorable aux échanges sur les importants défis actuels pour l'artisanat et les petites entreprises (globalisation, innovation, éducation, compétitivité, vieillissement de la population)
- élaborer des recommandations politiques ciblées améliorant l'intégration et le développement de l'artisanat et des petites entreprises dans le cadre d'une économie compétitive
- contribuer à une meilleure représentation des intérêts des petites entreprises et des artisans

Objectifs quantitatifs : 1.000 participants

## INDICATORS

### CATEGORY INDICATOR(S)

1. Participation – number of participants:

- relevant business organisations,
- policy makers and academics;
- craftsmen and small entrepreneurs

2. Output indicators:

- publication of proceedings on Europa
- respect of timetable (foreseen Q4/2006 – Q2/2007)

3. Qualitative indicators: as judged in exit survey

4. Impact indicators – feedback of participants. Press coverage

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Conference, including production of conference documents; service contract

## DESCRIPTION

La quatrième Conférence Européenne sur l'artisanat les 16 et 17 avril 2007 à Stuttgart facilitera un échange de vue général pour rassembler de nouvelles idées et préparer une stratégie adaptée pour promouvoir la croissance et la création de l'emploi dans le secteur de l'artisanat et des petites entreprises. La Conférence de 2007 est préparée par 2 workshops organisés dans les nouveaux Etats Membres (29/30 juin 2006 à Varsovie et 20/21 novembre à Budapest).

Le projet sera organisé par la Commission Européenne dans le cadre de la Présidence allemande de l'Union Européenne.

Des recommandations relatives aux politiques de soutien à l'artisanat et aux PME feraient partie intégrante de la révision à mi-parcours de la Politique moderne en faveur des PME.



**RELATED MEASURES**

Communication Strategy from DG Enterprise for SME policy and for craft and small enterprises (50 000 €)

**PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

- (a) Analysis and monitoring of competitiveness and sectoral issues, including for the Commission's annual report on the competitiveness of European industry.
- (d) Dissemination of appropriate information in relation to this programme.

**OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
4th European Conference on crafts and small businesses	Q2/2007
Total duration (months)	

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
other	2007	BA	150,000	No	4th European Conference on crafts and small enterprises
technical assistance	2007	BA	50,000	No	
other	2007	BA	50,000	No	translation for publications

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B	meetings of experts	
2007	250,000	250,000	0	technical assistance	50,000
2008	0	0	0	stockage for publications	0
2009	0	0	0	services contracts	0
2010	0	0	0	grants	0
2011	0	0	0	seminars	0
2012	0	0	0	other	200,000
2013	0	0	0		
<b>TOTAL</b>	<b>250,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

## RESEAU DES EURO INFO CENTRES (EIC) - 2007

### YEAR

2007

### IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/B/

### POLITICAL PRIORITIES

SMEs

### OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Mieux contribuer à la croissance et l'emploi par l'intermédiaire d'un réseau fournissant localement un service d'appui de qualité aux PME européennes. Le réseau est conçu pour :

- Informer les entreprises sur les politiques communautaires ;
- conseiller les PME sur politiques communautaires ;
- Assister le positionnement des PME sur le marché européen et au niveau international ;
- Informer la Commission sur les politiques communautaires affectant les PME ;

Objectifs opérationnels:

- Améliorer l'impact et la qualité des services et la performance du réseau ;
- Créer plus de synergie avec les politiques, programmes et projets en rapport avec le contexte « Européen » et l'activité des PME ;
- Positionner les EIC en tant qu'outil opérationnel pour la mise en œuvre de la communication sur la nouvelle politique des PME pour la croissance et l'emploi ;
- Poursuivre la mise en œuvre de la nouvelle stratégie pour la coopération des entreprises ;
- Poursuivre la promotion du réseau au sein de la Commission et à l'extérieur.

### INDICATORS

#### CATEGORY INDICATOR(S)

##### 1. Participation

a) Number of companies in the EICs' client database

##### 2. Deliverables – quantity

a) Number of awareness-raising activities organised by the EIC network

b) Number of specialised advise services provided by the EIC network

c) Total number of questions handled by the EIC network (and distribution according to their complexity)

d) IPM cases encoded

##### 3. Deliverables – quality

a) % of EIC which are carrying out client satisfaction studies

b) % of EIC which have implemented a response time policy

c) Number of staff training sessions

##### 4. Implementation

a) Network management

- Deadline for the contracts

- Deadlines for the EIC extension

- Organisation of network campaigns

- Organisation of Steering and Working Group meetings

- Organisation of the annual conference (deadline, # of participants)

b) Training

- Number of training sessions

- Promotion

- Number of promotional material distributed

- EIC Web site hits

#### 5. Effectiveness

The indicator of effectiveness of the project is based on a non-exhaustive list of deliverables obtained with an expenditure of 100.000 €\* of the Commission budget:

- Number of questions replied
- Number of Internet sites related to European matters
- Number of Info Watch services
- Number of copies of information documents delivered
- Number of Tender Alert services provided
- Number of mailings sent out
- Number of events organised
- Number of articles or interviews in the mass media
- Number of companies which have received assistance in:
  - European programmes and projects
  - Public procurement
  - Legal and fiscal matters
  - Business co-operation projects
- Number of cases submitted in the “Listening to SMEs” initiative

\* calculated as if 100.000 EUR were exclusively dedicated to one action

#### **TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE**

Co-ordination and management of the Euro Info Centre Network through 4 main actions:

- financial contributions;
- management of technical, administrative and IT supports through a “Central Support Structure”;
- organisation of networking activities;
- assessing options to reduce administrative burden through better synergies between EICs;

No calls for proposals and calls for tender are foreseen for this transitional period. As outlined in Article 51 of the CIP legal base, 2007 will see a continuation of EIC services as designed under the previous programme. Nevertheless, in order to organise for a smooth transition to the new network, elements applicable from 2008 onwards may already be applied in 2007. For that matter, 2007 may see first results for simpler administration as a result of an invitation to EICs in 2006, adapting their functioning to the future configuration.

#### **DESCRIPTION**

Le réseau EIC, créé en 1987, est un réseau européen d'appui aux entreprises jouant le rôle d'interface entre la Commission européenne et les PME au niveau local. Il existe environ 270 Centres couvrant l'UE, l'EEE et les pays candidats. 13 Centres de Correspondance (EICC) ont été créés dans des Etats tiers.

2007 est la dernière année du réseau dans sa configuration actuelle. En 2008, les services types des EIC tel que décrits à l'Article 21 et à l'Annexe III (CIP) seront mis en œuvre par l'intermédiaire du nouveau réseau de soutien aux entreprises. En 2007, le réseau sera utilisé comme un outil pour soutenir la compétitivité des PME européennes et comme un réseau de communication vers et depuis les PME européennes. Des communications récentes, telles que « Une politique des PME moderne » et « Communication sur l'Europe » feront partie intégrante des services des EIC.

L'activité globale du réseau inclura:

- information et assistance des PME sur les questions communautaires;
- promotion des initiatives de l'UE;

- collaboration à l'écoute des entreprises (en particulier « SME Feedback » et Panels, ainsi que les consultations en ligne);
- facilitation de la coopération transfrontalière des entreprises.

La gestion du réseau inclura:

- deux ou trois comités de pilotage avec les représentants du réseau;
- sessions de formation pour le personnel des EIC afin de renforcer la qualité et l'efficacité du réseau;
- think tanks sur des thèmes spécifiques lorsque nécessaire.

Comme prévu par le MAP, le financement des activités statutaires des EIC devrait être limité au maximum à 80% des coûts éligibles et la contribution totale maximale devrait être de 32,000 EUR, à l'exception des pays candidats où elle pourrait atteindre 40,000 EUR.

[Sous condition du résultat de la consultation des EIC :

Pour l'Accord Spécifique de 2007, plusieurs éléments de simplification pourraient être introduits :

- une somme forfaitaire de 10,000 EUR pour les coûts de personnel ;
- un nombre circonscrit de dépenses supportées par des factures externes relevant de frais externes, événements du réseau ou formations, promotion, documentation ou autres dépenses basées sur des factures externes. Pour chacun des Accords Spécifiques des EIC, un taux unique de subvention devrait s'appliquer à ces coûts basés sur des factures externes.
- la Commission devrait financer entièrement les frais de voyages liés à une invitation expresse de sa part.

De plus, la description du programme d'activités et le rapport final d'activité seront basés sur des indicateurs de performance, et le nombre de pages sera par conséquent réduit de manière drastique.]

#### **RELATED MEASURES**

- The management and operation of the EIC network is based on the current MAP programme 2000-2006 (Global MAP objective: Giving business easier access to Community support services, programmes and networks and improving the co-ordination of these services; Charter line of action: More out of the Single Market, Successful e-business models and top-class business support).

- Article 50 of CIP legal base foresees a transition period for 2007 to ensure continuity of the EIC network services while the new network is set up

- The 20th anniversary of the EIC network will be celebrated with a Conference to be held in the second half of 2007 in Portugal, in partnership with Portuguese EICs and related organisations.

#### **PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

#### **OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Signature of Operational Grant 2007	Q2/2007
Total duration (months) 12	

#### **BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
grants	2007	B	8,000,000	No	
other	2007	B	450,000	No	Travel Fees

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
other	2007	B	350,000	No	EUR-OP Documentation
meetings of experts	2007	BA	240,000	No	
other	2007	B	850,000	No	Promotion / Networking/Annual Conference
technical assistance	2007	BA	2,910,000	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	12,800,000	3,150,000	9,650,000	meetings of experts	240,000
2008	0	0	0	technical assistance	2,910,000
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	0
2011	0	0	0	grants	8,000,000
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	1,650,000
<b>TOTAL</b>	12,800,000			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	0

# DEVELOPPER LA PARTICIPATION DES PME ET DES ARTISANS DANS LE PROCESSUS DE NORMALISATION EUROPEENNE

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/B/

## POLITICAL PRIORITIES

SMEs

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Objectifs qualitatifs :

- **développer** la participation des PME dans le processus de normalisation européenne
- fournir une meilleure information pour les PME

Objectifs quantitatifs :

- Participation dans 22 comités techniques
- Organisation de 20 séminaires

## INDICATORS

### 1. Participation

Level (numbers, frequency) of participation of SME experts in technical committees.

### 2. Output

- Number of SME experts that participated in technical committees (TC) of the main standardisation bodies;
- Number of SME-position papers produced concerning individual standards;
- Number of reports produced by experts participating in TCs;
- Number of information initiatives to SMEs and craft enterprises (interactive Internet fora on propositions for standards, seminars, newsletters produced and mailed) undertaken;
- Number of European SME and craft enterprises benefiting from the information initiatives;
- Number of reports sent to the Commission

### 3. Qualitative

- Quality of interventions in technical committees (TC) of main standardisation bodies;
- Quality of SME-position papers concerning individual standards;
- Quality of targeting of information activities - do these actually reach the target group of small and craft enterprises, as indicated by feedback from SME representatives.
- Quality of the initiatives for dissemination of the information to SMEs and craft enterprises (seminars, WEB site, newsletter etc) as judged by the evaluation committee.
- Quality of reports to the Commission as judged by the evaluation committee

### 4. Output

- Extension of service contract (this being dependent on the Commission being satisfied with previous work).
- Delivery of deliverables at agreed milestones

### 5. Impact

- Number of SME-friendly European standards adopted in accordance with the contribution and active participation of the contracted body in main standardisation bodies' technical committees, as indicated by feedback from SME representatives

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Contract has been concluded from 24 months from 23 July 2005 until 23 July 2007. An

extention for another 12 months is foreseen provided that the Commission is satisfied with the services provided.

An evaluation will take place in the first semester 2007.

An extention for a third year is expected.

#### DESCRIPTION

Pour une troisième année consécutive, UEAPME-NORMAPME :

- fournira de l'information aux PME et aux artisans sur la normalisation, les normes et la qualité, et il exploitera le feedback reçu;
- organisera la participation des PME et de l'artisanat au sein des Instituts européens et internationaux de normalisation (NSO, CEN, CENELEC, ETSI, ISO) ;
- participera dans des réunions stratégiques, comités et conférences en vue de la promotion des intérêts des PME ;
- diffusera de façon extensive de l'information (séminaires, site WEB, lettres d'information, etc)
- informera la Commission de façon régulière

#### RELATED MEASURES

#### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

#### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Mountly report,	Q3/2007
intermediate report	Q1/2008
Final report	Q3/2008
Total duration (months) : 12	

#### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
services contracts	2007	B	764,000	No	
	2007	BA	0	No	
	2007	BA	0	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	764,000	0	764,000	meetings of experts	0
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	764,000
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	0
<b>TOTAL</b>				<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	

764,000

0



## LES RECHERCHES POLITIQUES PERTINENTES SUR LES PME

### YEAR

2007

### IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/B/

### POLITICAL PRIORITIES

SMEs

### OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Objectifs qualitatifs :

1. Fournir une vue générale des recherches politiques pertinentes existantes sur les PME dans des domaines politiques choisis
2. créer des réseaux entre les chercheurs de PME ;
3. Intensifier la collaboration entre les chercheurs et les décideurs politiques

Objectifs opérationnels :

1. promouvoir la coopération des instituts nationaux de recherche des PME.
2. diffuser les résultats des recherches sur les PME et discuter leurs implications politiques
3. communiquer ces résultats aux décideurs politiques et aux autres groupes d'acteurs pertinents au niveau national et européen

### INDICATORS

#### 1. Participation

Number of countries participating in the exercise (MS, Candidate Countries, EFTA)

#### 2. Output

Publication of final report on results of the expert group, including the main conclusions and recommendations for SME policies and good practices.

#### 3. Qualitative

- Expert group provided sufficient information on the policy options available for supporting policy-relevant research on entrepreneurship and SMEs
- Final report provided a comprehensive picture of the successful policy options and examples of good practice
- Amount of information provided give raise to substantial policy conclusions

#### 4. Impact

- uptake of identified good practices by participating countries
- contribution to improved links between policy-makers and researchers

### TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Expert group meetings, identification of good practices.

### DESCRIPTION

La recherche sur les PME est principalement réalisée par les instituts de recherche des PME au niveau régional et national. Les résultats des recherches de ces instituts ne sont pas souvent résumés de façon cohérente et structurée au niveau européen.

La formation d'un groupe européen d'experts pour les politiques de recherche des PME poursuit 4 principaux objectifs :

1. créer un réseau européen formé des instituts nationaux de recherche des PME pour combler le fossé entre la recherche des PME et les décideurs politiques ;
2. établir une base scientifique pour des mesures politiques plus efficaces et plus ciblées
3. diffuser les résultats de recherche et discuter leurs implications politiques

4. communiquer ces résultats aux décideurs politiques et aux autres groupes d'acteurs pertinents au niveau national et européen.

Ce groupe d'experts sera constitué d'1 à 2 experts par pays participant (idéalement un représentant du gouvernement et un du secteur de la recherche). Ce groupe identifiera les bonnes pratiques, fera des recommandations et présentera les résultats dans un rapport final.

**PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

**OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
1st expert group meeting	Q2/2007
2nd expert group meeting	Q4/2007
3rd expert group meeting	Q2/2008
4th expert group meeting	Q3/2008
Total duration (months)	

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
meetings of experts	2007	BA	80,000	No	
meetings of experts	2008	BA	80,000	No	
	2007	BA	0	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	80,000	80,000	0	meetings of experts	160,000
2008	80,000	80,000	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	0
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	0
<b>TOTAL</b>	<b>160,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

## ATELIERS ET REUNIONS DU RESEAU EUROPEEN DE SOUTIEN DU COMMERCE ELECTRONIQUE (EBSN)

### YEAR

2007

### IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/B/

### POLITICAL PRIORITIES

Innovation

### OBJECTIFS DE LA MESURE ET MISE EN OEUVRE

Encourager la mise en réseau, l'échange d'informations et la connaissance des politiques publiques de commerce électronique et les partenariats entre le secteur public et le secteur privé, et élaborer davantage les développements politiques récents en ce qui concerne une liste de priorités établie par les États membres au moyen du mécanisme ouvert de consultation eBSN.

### INDICATORS

A. Participation: number of e-business support policy initiatives covered (be it from business organisations, SME support networks, public sector, public-private partnerships, etc.);

B. Outputs:

- 3 SG meetings and 4 workshops.
- timely delivery of the expected deliverables;

C. Qualitative indicators: documentation and dissemination of policy practices;

D. Impact (long-term):

- number of synergies between different initiatives as reported through the eBSN.

### TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Meetings.

### DESCRIPTION

En réponse à la nécessité de promouvoir davantage la compréhension et l'utilisation productive des TICs par les PME, la Commission a établi l'eBSN (le réseau européen de soutien de commerce électronique pour les PME, [www.e-bsn.org](http://www.e-bsn.org)), un instrument de coordination politique efficace pour l'échange des pratiques et pour fournir l'orientation substantielle dans les politiques de commerce électronique pour les PME, ainsi que les États membres l'ont confirmé lors des différentes réunions EPMC et la réunion EPG de février 2006.

Dans ce contexte, trois réunions du Groupe Directeur et quatre à cinq ateliers à thèmes sont prévus pour 2007 :

- Atelier sur « Les solutions du commerce électronique », par COPCA, Barcelone, 1er trimestre 2007.
- Atelier sur « les solutions et les normes du commerce électronique », par le ministère de l'économie et de la technologie, sous la présidence allemande, Berlin, 23-24 mai 2007.
- Conférence E-COMM\_LINE\_2007 par le ministère de l'éducation et recherche, et un certain nombre d'universités et agences de recherche roumaines.
- Atelier sur « Réalisations et défis des politiques de commerce électronique de secteurs spécifiques », par Innovation Norway, Norvège, automne 2007. Une réunion du Groupe Directeur « eBSN » sera organisée à la suite de cet atelier

- Atelier eBSN sous la présidence portugaise, lors du deuxième semestre de 2007, au Portugal.

#### RELATED MEASURES

These activities have been carried out under MAP from 2001 onwards under the names of Go Digital and eBSN (cf. MAP 5.2./2002).

Several MAP projects have been approved (cf. most recently MAP 1.2./2005, MAP 6.3./2005, MAP 06/1.3, MAP 06/1.9 and MAP 06/1.10) since the establishment of eBSN and there has also been support from the Competitiveness budget line.

#### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

#### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Meetings during 2007	
Total duration (months) : 12	

#### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
meetings of experts	2007	BA	200,000	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	200,000	200,000	0	meetings of experts	200,000
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	0
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	0
<b>TOTAL</b>	200,000			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	0

## **(C) TOUTES LES FORMES D'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES**

# **INNO-METRICS: 1-EUROPEAN INNOVATION SCOREBOARD + 2-INNOBAROMETER**

## **YEAR**

2007

## **IMPLEMENTING MEASURE NO**

ENT/CIP/07/C/

## **POLITICAL PRIORITIES**

Innovation

## **OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE**

1. L'objectif de cet appel est de fournir à la Commission et plus spécifiquement aux services de la Commission qui sont en charge de l'innovation, des analyses statistiques et économiques sur les performances dans le domaine de l'innovation. Ces analyses seront basées sur des statistiques accessibles au public.

Cela permettra d'intensifier la prise de conscience de la situation de l'innovation en Europe et permettra d'identifier les défis à relever dans le domaine de l'innovation dans les Etats Membres.

2. L'Innobaromètre est une enquête effectuée dans le cadre de l'Eurobaromètre (sondage), et qui permet de réunir des informations spécifiques sur l'innovation au sein des entreprises, ou parmi les citoyens Européens et qui n'est pas accessible via Eurostat.

## **INDICATORS**

(1) EIS:

- Timely delivery of the different reports
- Good acceptance by the European Innovation Community (The number of downloads of the EIS from the Trend Chart website)
- Public attention raised by the publication of the EIS (as measured by the press coverage from unit R4)

(2) Innobarometer:

- Timely deliverable of the report
- Relevance and utility of collected statistics, which are not covered by other statistical instruments

## **TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE**

1. EIS: Call for tender (500.000 EUR)
2. Innobarometer: will be implemented as part of a framework contract with DG Press (300.000 EUR)
3. Administrative arrangement with DG JRC to support the work of the EIS (100.000 EUR)

## **DESCRIPTION**

1. The EIS est l'instrument développé par la « DG Entreprise et Industrie » afin de mesurer la performance de l'innovation en Europe. Ce système est basé sur une importante méthodologie et une liste de 26 indicateurs. Le contractant s'engage à fournir une publication annuelle du EIS, ainsi que 6 rapports thématiques. Les sujets des rapports thématiques seront identifiés par les services de la Commission chaque année. Seront compris un rapport sectoriel tous les ans et un rapport régional tous les deux ans. Les résultats seront alors publiés sur le site PRO INNO, géré sous un autre contrat, pour lequel le contractant fournira une version html du EIS

et des rapports thématiques.

2. L'Eurobaromètre est un instrument développé par la « DG Entreprise et Industrie » afin de puiser des informations concernant le phénomène de l'innovation au sein des entreprises ou au niveau du citoyen lui-même. Il s'agit d'un sondage basé sur la méthodologie de l'Eurobaromètre.

Les enquêtes sont basées sur un questionnaire élaboré par les services de la Commission. La couverture géographique est déterminée par la « DG Entreprise et Industrie » et peut couvrir l'EU-25, les pays candidats à l'UE, les pays associés et les USA.

Lorsque l'Innobaromètre traite de l'innovation au sein des entreprises, 4000 à 5000 firmes sont consultées sur divers sujets (ex : l'innovation au sein des clusters, évaluation de l'aide d'état). Lorsque l'Innobaromètre traite de l'innovation au niveau du citoyen (ex : achat de produits ou services innovatifs), environ 30.000 citoyens sont consultés.

#### **RELATED MEASURES**

Trendchart contracts (2000-2006) included the European Innovation scoreboard. From 2007 onwards the Trendchart initiative is fully integrated under the PRO INNO Europe Initiative. From 2008 onwards the EIS will also be included in the PRO INNO Europe initiative.

Similarly the Innobarometer will be fully integrated under the PRO INNO Europe Initiative from 2007 onwards. It is an annual survey which has been conducted since 2001.

#### **PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

#### **OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
EIS - Take over period	Q1/2008
EIS - finalisation of contract	Q1/2010
Total duration (months) : 25	

#### **BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
services contracts	2007	B	500,000	No	
other	2007	B	300,000	No	The Innobarometer: will be implemented as part of a framework contract with DG Press
other	2007	B	100,000	No	An administrative arrangement between DG ENTR and with DG JRC will be prepared to support the work of the EIS.

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
					A technical annex will be agreed by both parties.

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	900,000	0	900,000	meetings of experts	0
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	500,000
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	400,000
<b>TOTAL</b>	900,000			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	0

<b>CALL FOR TENDERS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b> 30/03/2007
<b>CLOSING DATE</b> 29/06/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b> Evaluation will take place in July 2007. Service contract will be prepared and signed in Q4-2007.
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b> 500000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b> Open call. The purpose of this call is to provide the Commission services and more generally the European innovation community with economic and statistical analyses on innovation performance. The contractor will ensure the annual publication of the European Innovation Scoreboard (EIS), together with 6 thematic reports. The thematic reports' issues will be identified with the Commission services every year. They will notably include a sectoral scoreboard every year and a regional scoreboard every 2 years. All results will be published on the PRO INNO website, managed under another contract, for which the contractor will provide an html version of the EIS and thematic papers.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b> Selection criteria: 1/ Financial & economic capacity. Sufficient economic and financial capacity to guarantee continuous and satisfactory performance throughout the envisaged lifetime of the contract. 2/ Technical and professional capacity 2.1 Reliability of the tenderer in terms of the availability and quality of its human and technical resources as well as the availability of measures to ensure the quality of service. 2.2 Proven efficiency and relevant and sound experience of the tenderer in the light of his track record of services performed in the field of the project in the past three years. 2.3 Academic background, skills and



experience of the staff involved in the project necessary for the execution of tasks outlined in the Technical Specifications, as well as the linguistic abilities necessary to ensure compliance with the requirements which call for excellent command of English both oral and written. Evaluation criteria: 1- Quality of the proposal for production of the European Innovation Scoreboard and methodology 2 – Quality of the proposal for production of the EIS thematic papers and Innovation Sectoral Scoreboard 3 – Quality of the proposal for publication of the EIS documents on the PRO INNO Europe website and database 4 – Quality of the proposed work organisation. This includes the effective allocation of relevant staff to each type of tasks and the quality of the arrangements for ensuring that the objectives and deadlines are met.

## E SKILLS

### YEAR

2007

### IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/C/

### POLITICAL PRIORITIES

Innovation

### OBJECTIFS DE LA MESURE ET MISE EN OEUVRE

Cette mesure couvre deux des actions devant relever de la responsabilité de la DG Entreprises et Industrie dans le cadre de la Communication et du Plan d'Actions sur les compétences numériques pour la compétitivité, l'employabilité et le développement de main-d'oeuvre qui devrait être adopté début 2007. Les deux actions se concentreront sur (1) l'impact de la globalisation sur les compétences numériques et (2) le développement de critères de qualité européens pour les formations et les certificats des compétences numériques délivrés par l'industrie. Ces actions ont été identifiées lors des travaux de la Task Force sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) et discutées lors de la conférence européenne sur les compétences numériques les 5 et 6 octobre 2006 (voir: [www.e-skills-conference.org](http://www.e-skills-conference.org)) Des actions complémentaires seront soutenues dans les domaines de la recherche et la formation par des projets et des réalisations pilotes financés par les programmes nationaux et communautaires correspondants. Toutes les parties concernées, notamment les représentants gouvernementaux, les services de la Commission, le CEDEFOP et l'OCDE seront étroitement associées à la mise en œuvre de ses deux actions et l'exploitation de leurs résultats.

### INDICATORS

1. Participation: number of participating countries and stakeholders
2. Outputs: timely reports including conclusions and recommendations for policy and good practices endorsed by key stakeholders; and two workshops with key stakeholders to validate the conclusions and foster consensus on policy recommendations
3. Qualitative:  
Comprehensive picture of policy options and examples of good practice; and substantial policy conclusions endorsed by relevant stakeholders
4. Impact: Impact in supporting the exchange of good practice and influencing policy-making at EU level  
Number of follow up measures taken by the Commission and participating countries

### TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Two calls are planned for tender for the following actions:  
- Six-month study of the impact of global sourcing on e-skills (200 K)  
- Six-month study for the development of European quality criteria for industry e-skills training and certifications (200 K)

### DESCRIPTION

La disponibilité de compétences numériques appropriées est une condition importante pour la compétitivité et les capacités d'innovation des entreprises. L'amélioration de la disponibilité des compétences numériques implique des actions à la fois au niveau européen et national, dans plusieurs domaines: principalement politiques d'éducation, de formation, industrielle et de l'emploi, mais également dans de l'immigration, la fiscalité et de la recherche.

La Commission a établi un forum européen sur les compétences numériques en 2003. Un rapport de synthèse sur "les compétences numériques en Europe : à l'horizon 2010 et au-delà" fut remis en 2004. Les recommandations du forum ont été suivies en 2005 permettant l'émergence en 2006 d'une stratégie à long terme et la préparation d'une Communication et d'un Plan d'Action sur les compétences numériques pour accroître la compétitivité, l'employabilité et le développement de main-d'œuvre qui devrait être adopté début 2007.

Les deux actions proposées pour un lancement en 2007 dans le cadre du programme CIP contribueront à la mise en œuvre de l'agenda à long terme de promotion des compétences numériques. Elles se concentreront sur :

1) La globalisation et son impact sur les compétences numériques

La recherche de l'accès aux meilleurs talents est mondiale, tout particulièrement dans le domaine des nouvelles technologies, où la concurrence est particulièrement vive. Les sociétés du secteur des TIC et les grandes entreprises externalisent de plus en plus le développement et la maintenance de logiciel en dehors de l'Union européenne. L'OCDE estime qu'environ 20% de l'emploi total pourrait être potentiellement menacé par la globalisation et l'externalisation permise par les TIC. L'objectif de cette action est de mieux comprendre l'impact de la globalisation sur les professions des TIC et les compétences numériques afin de mieux anticiper les changements et de concentrer les efforts sur les talents et le développement des compétences numériques où l'Union européenne peut être la plus compétitive.

2) Critères de qualité européens pour les formations et les certificats des compétences numériques délivrés par l'industrie

Les partenariats entre l'industrie, les gouvernements et les institutions d'éducation et de formation sont cruciaux pour promouvoir les compétences numériques et permettre l'intégration de manière appropriée le cas échéant des contenus des formations et des certificats développés par industrie, en priorité pour les professionnels des TIC. L'objectif de cette action est d'élaborer des critères de qualité européens pour les formations et les certificats des compétences numériques afin de promouvoir la confiance, la transparence et les bonnes pratiques. Elle facilitera les progrès du développement d'un référentiel de compétences numérique dans l'Union européenne et stimulera la compatibilité des formations des professionnels des TIC et les certifications formelles et non formelles.

L'étroite coopération des parties concernées avec les représentants des pays participants au programme permettra d'assurer un dialogue structuré et efficace. Ces actions seront facilitées par un contractant sélectionné à l'issue des appels d'offres.

**RELATED MEASURES**

The policy communication and action plan on "e-Skills for Competitiveness, Employability and Workforce Development" should be adopted in 1Q2007. It will complement the i2010 initiative under which the Commission will launch a specific initiative on e-Inclusion in 2008.

Other activities to promote the e-skills agenda will be supported notably by the seventh framework programme for research and development, education and training programmes, standardisation activities, social and structural funds and the initiatives of stakeholders, the ICT industry, public authorities and CEDEFOP.

**PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

**OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
-----------------------	--------------------

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Publication of calls	Q2/2007
Contract conclusion	Q4/2008

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
services contracts	2007	B	200,000	No	
services contracts	2007	B	200,000	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	400,000	0	400,000	meetings of experts	0
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	400,000
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	0
<b>TOTAL</b>	<b>400,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

<b>CALL FOR TENDERS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b> 30/04/2007
<b>CLOSING DATE</b> 15/06/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b> Opening of tenders 25/06/2007 Evaluation 30/07/2007 Contract award 30/10/2007
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b> 200000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b> Title: the impact of global sourcing on e-skills The struggle for talent is world-wide, in particular in the field of ICT, where skills are subject to vigorous competition. ICT companies and large enterprises increasingly outsource software development and maintenance outside the EU. The OECD estimates that around 20% of total employment could potentially be affected by global sourcing and ICT-enabled outsourcing. The goal of this study is to understand better the impact of global sourcing on e-skills occupations in order to anticipate change and concentrate efforts on nurturing talent and developing skills where the EU can best compete. It will include an analysis of the major trends and developments; an assessment of the current situation and its impact on the supply and demand of e-skills; an overview of the strategies and policies of EU's most important competitors; conclusions, policy recommendations and identification of best practices.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b> Indicative selection Criteria: Financial and economic capacity, to be judged on: - the

tenderer's annual accounts (balance sheet, profit and loss accounts for the last three years); - a statement of overall turnover and turnover relating to the relevant services. Technical and professional capacity, to be judged on: - relevant experience, wide geographic coverage and technical capacity over the last three years to carry out the project; - a description of the educational and professional background of the staff who will be responsible for the study; Indicative evaluation criteria - Clarity, quality, relevance and realism of the proposed methodology - Clarity, quality, relevance and consistency of the detailed work programme (tasks description, timetable, efforts and resources allocated, project management) - Completeness, quality and relevance of the involvement of key stakeholders and clarity of their role in the project

<b>CALL FOR TENDERS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b>
30/04/2007
<b>CLOSING DATE</b>
15/06/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
Opening of tenders 25/06/2007 Evaluation 30/07/2007 Contract award 30/10/2007
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
200000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b>
Title: european quality criteria for industry e-skills training and certifications Multi-stakeholder partnerships between industry, governments and education and training institutions are crucial to promote e-skills and integrate successfully industry-based e-skills training material and certifications into formal education with a focus on advanced ICT practitioner skills. The goal of this study is to develop European quality criteria for e-skills training and certifications to promote trust and transparency as well as good practice (in the context of the development of a European e-competence framework). It will include an analysis of the current situation; proposal of quality criteria for endorsement by stakeholders,; conclusions, policy recommendations and identification of best practices.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
Indicative selection Criteria: Financial and economic capacity, to be judged on: - the tenderer's annual accounts (balance sheet, profit and loss accounts for the last three years); - a statement of overall turnover and turnover relating to the relevant services. Technical and professional capacity, to be judged on: - relevant experience, wide geographic coverage and technical capacity over the last three years to carry out the project; - a description of the educational and professional background of the staff who will be responsible for the study; Indicative evaluation criteria - Clarity, quality, relevance and realism of the proposed methodology - Clarity, quality, relevance and consistency of the detailed work programme (tasks description, timetable, efforts and resources allocated, project management) - Completeness, quality and relevance of the involvement of key stakeholders and clarity of their role in the project

# ETUDE SUR LES BESOINS FUTURS EN TERMES D'APTITUDES ET DE COMPETENCES DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/C/

## POLITICAL PRIORITIES

Industrial policy

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

- i) Sur base des tendances actuelles, des développements technologiques et sociologiques attendus (innovation) et des capacités des entreprises du secteur, évaluer les implications sur les besoins futurs du secteur de la construction en termes d'aptitudes et de compétences
- ii) A partir de l'objectif i) ci-dessus et d'une évaluation de certains programmes/actions aux niveaux communautaire et national, définir une stratégie qui aiderait les entreprises du secteur à améliorer de manière dynamique et flexible les aptitudes et les compétences relatives aux développements technologiques et sociologiques dans la construction.

## INDICATORS

- Outputs:
- A report with the assessment of future skills needed, according to at least three different scenarios;
  - A draft strategy developed and delivered based on "best practice" assessment and according to the scenarios above.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Open call for tender.

## DESCRIPTION

### *Contexte :*

Le manque d'aptitudes et de compétences professionnelles est un défi commun à divers secteurs. La Commission aborde ce défi dans une série de politiques et d'initiatives telles que l'établissement d'un cadre européen des certifications pour l'apprentissage (CEC), les travaux du CEDEFOP en vue de développer un modèle économétrique pour prévoir les besoins en qualifications d'ici 5 à 10 années et le panel d'experts de la DG EMPL chargé d'analyser les besoins futurs en formation dans les domaines des TIC et de l'ingénierie mécanique, ainsi que des études spécifiques. Le secteur de la construction est traditionnellement connu pour son inertie à adopter des solutions innovatrices, une situation qui devrait être améliorée dans l'intérêt de la compétitivité du secteur et en vue d'atteindre les objectifs de la Stratégie de Lisbonne.

### *Action proposée :*

Une évaluation de la nature des problèmes spécifiques relatifs aux aptitudes et compétences requises dans le secteur de la construction, en particulier au niveau des entreprises, afin de développer une stratégie opérationnelle et flexible qui améliorerait les qualifications professionnelles. L'action comprend un constat des besoins actuels et futurs en termes de qualifications eu égard aux développements probables dans le secteur, notamment au niveau des PME, et une définition des initiatives futures qui amélioreraient la compétitivité du secteur de la construction.

L'action sera mise en œuvre au travers d'un contrat de services.

**RELATED MEASURES**

Action related to training in the Construction Industry:

\* Working group on Education, Training and image of the Construction industry as a follow-up to the Communication on the competitiveness of the construction industry (COM(97)539 final) of 4 November 1997.

**PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

**OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Call for tender	Q1/2007
Contract award	Q3/2007
Final Report	Q4/2008
Total duration (months) : 15	

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
services contracts	2007	B	250,000	No	
	2007	BA	0	No	
	2007	BA	0	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	250,000	0	250,000	meetings of experts	0
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	250,000
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	0
<b>TOTAL</b>	250,000			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	0

**CALL FOR TENDERS:****DATE OF PUBLICATION**

28/02/2007

**CLOSING DATE**

11/05/2007

**TIMETABLE FOR THE CALL**

1. Draft Terms of Reference: 12/2006
2. Publication Contract notice: 2/2007
3. Opening tenders: 5/2007
4. Evaluation Report: 6/2007

5. Award decision: 9/2007
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
250000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b>
An open-call-for-tender service contract to identify and assess, based on current and anticipated technological and social developments(innovations), and in a mid-term perspective, the following issues regarding future need for improved skills in enterprises of the construction sector: (a) the implications on how construction sector companies organise their construction work, (b) the corresponding demand for general qualifications of managers and workers in the construction industry and related professional services (according to at least three different scenarios), (c) the demand for specific additional skills enabling the uptake of innovative materials, products and services at company level, incl for SMEs (based on the three scenarios) (d) the capacity of currently used education/training approaches and systems applied to the construction sector to cope with these demands, and (e) based on the assessments above and best practices at EU-level and in the Member States, design a flexible strategy with measures for upgrading of skills and competencies in the sector. Taking into account varying regional, economic and social conditions throughout the EU, this strategy should enable the provision of training/capacity building based on companies' capacity and willingness to take up technological/managerial developments.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
1. Selection criteria - Financial and economic capacity - Technical and professional capacity 2. Evaluation criteria - Practical value of the output of the service to be provided - Clarity and feasibility of the work programme and methodologies - Relevance, quality and completeness of the information proposed to be used - Understanding of the objectives



## EUROPE INNOVA

### YEAR

2007

### IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/C/

### POLITICAL PRIORITIES

Innovation

### OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

1. Plate-forme d'incubation paneuropéenne pour les start-ups dans les services à forte intensité de connaissances

L'objectif de la plate-forme qui découle de cette activité est de stimuler l'innovation de service et la création de start-ups dans les services à forte intensité de connaissances.

2. Observatoire de l'innovation sectorielle

L'objectif est d'améliorer la compréhension de l'innovation au niveau sectoriel et de contribuer au développement de meilleures politiques d'innovation dans des secteurs spécifiques.

3. Communications d'Europe INNOVA

L'objectif de cette activité est de fournir une collaboration commune ainsi que des services de communication aux réseaux d'Europe INNOVA afin de faciliter les échanges et la diffusion des résultats.

### INDICATORS

1. Pan-European innovation platform for start-ups in knowledge-intensive services

- Number of organisations participating in the platform
- Number of participants in the dissemination events
- Positive evolution in the number of hits to the website of the initiative
- Level of acceptance of the database of new research-based business models for services
- Quality and relevance of the training schemes addressed to service start-ups
- Quality and relevance of the specialised tools and methods to facilitate financing of service companies

2. Sectoral Innovation Watch

- Timely delivery of the different reports and milestones
- Relevance and utility of the proposed indicators and sectoral innovation models
- Acceptance of the project results by the different sectoral communities

3. Europe INNOVA Communications

- Number of hits of the Europe INNOVA website
- Level of participation in the partnering events
- Quality of the newsletters and the dissemination material produced

### TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Calls for proposals.

### DESCRIPTION

1. Plate-forme d'incubation paneuropéenne pour les startups dans les services à forte intensité de connaissances

La plate-forme rassemblera les réseaux paneuropéens des bureaux de transfert technologiques, les incubateurs et instituts de financement, et stimulera la création de start-ups dans les services à forte intensité de connaissances. Des méthodes avancées devraient être développées pour identifier et diffuser de nouveaux modèles d'entreprises basés sur la recherche, entraîner les start-ups dans les services à forte intensité de connaissances et les préparer à un développement international.

## 2. Observatoire de l'innovation sectorielle

Cette initiative fournira une continuité à l'observation de l'innovation existante et la complètera quand nécessaire. Elle cherchera les modèles d'innovation sectoriels caractéristiques et identifiera les moteurs et les défis pour l'innovation. L'effet des milieux de la politique nationale sur la performance de l'innovation sectorielle sera évalué.

## 3. Communications d'Europe INNOVA

Un fournisseur de service commun aux différents réseaux d'Europe INNOVA, offrira des services comme le site web, les bulletins d'information, les évènements de partenariat, et assurera une communication cohérente et une stratégie de diffusion pour l'ensemble de l'initiative Europe INNOVA.

### RELATED MEASURES

The measures provide continuity to the Europe INNOVA initiative started under the 6th research and development framework programme.

### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Pan-European innovation platform for start-ups in knowledge-intensive services - Call for proposals	Q2/2007
Pan-European innovation platform for start-ups in knowledge-intensive services - projects start	Q1/2008
Pan-European innovation platform for start-ups in knowledge-intensive services - projects end	Q4/2010
Sectoral Innovation Watch - Call for proposals	Q2/2007
Sectoral Innovation Watch - take over	Q2/2008
Sectoral Innovation Watch - final deliverables	Q4/2010
Communications - Call for proposals	Q2/2008
Communications - take over	Q1/2009
Communications - final deliverables	Q4/2011
Total duration (months) : 57	

### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
grants	2007	B	7,000,000	No	
grants	2008	B	3,000,000	No	

<b>TOTAL PER YEAR/CREDITS</b>				<b>TOTAL PER ACTION</b>	
<b>Year</b>	<b>All</b>	<b>BA</b>	<b>B</b>		
<b>2007</b>	7,000,000	0	7,000,000	<b>meetings of experts</b>	0
<b>2008</b>	3,000,000	0	3,000,000	<b>technical assistance</b>	0
<b>2009</b>	0	0	0	<b>stockage for publications</b>	0
<b>2010</b>	0	0	0	<b>services contracts</b>	0
<b>2011</b>	0	0	0	<b>grants</b>	10,000,000
<b>2012</b>	0	0	0	<b>seminars</b>	0
<b>2013</b>	0	0	0	<b>other</b>	0
<b>TOTAL</b>	10,000,000			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	0

<b>CALL FOR PROPOSALS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b>
20/04/2007
<b>CLOSING DATE</b>
22/06/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
Pan-European innovation platform for start-ups in knowledge-intensive services ----- ----- Evaluation will take place in July 2007. Grant agreement(s) will be signed in Q4-2007 and the activiti(es) will have a duration of 36 months, indicatively from the beginning of 2008 to the end of 2010.
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
5000000 €
<b>FINANCIAL MODALITIES/COMMUNITY CO-FINANCING RATE</b>
Community funding up to 100% of eligible costs.
<b>DESCRIPTION OF THE CALL AND EVALUATION PROCEDURE</b>
The platform resulting from this call for proposals should stimulate service innovation and the creation of innovative start-ups in knowledge-intensive services. To achieve this, a pan European platform will be established, which will bring together networks of knowledge transfer institutions, business incubators and the risk financing community. Efficient mechanisms should be established to build new businesses with high growth potential on promising research based business models and methodologies, by bringing together the relevant actors and accelerating the transformation of new business ideas for knowledge-intensive business services into commercial applications. Advanced methods should be developed to identify and disseminate new business models based on research, coach start-ups in knowledge-intensive services during the incubation phase and prepare them for international expansion, by establishing close links between knowledge transfer institutions, business incubation programmes and financing (business angels, venture capital).
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
Selection criteria: 1/ Financial & economic capacity. Sufficient economic and financial capacity to guarantee continuous and satisfactory performance throughout the envisaged lifetime of the contract. 2/ Technical and professional capacity 2.1 Reliability of the tenderer in terms of the availability and quality of its human and technical resources as well as the availability of measures to ensure the quality of service. 2.2 Proven efficiency and relevant and sound experience of the tenderer in the light of his track record of services performed in

the field of the project in the past three years. 2.3 Academic background, skills and experience of the staff involved in the project necessary for the execution of tasks outlined in the Technical Specifications, as well as the linguistic abilities necessary to ensure compliance with the requirements which call for excellent command of English both oral and written. Evaluation criteria: 1 - Overall quality of the proposal for the establishment of the platform for knowledge-intense services, including the robustness of the methodological approach 2 – Quality of the work programme for the establishment of the platform for knowledge-intense services included the proposal 3 - Quality of the consortia, including the relevance and specialisation of the proposed players 3 – Quality of the proposed project management. This includes the effective allocation of relevant staff to each type of tasks, the quality of the arrangements for ensuring that the objectives and deadlines are met and the quality of the contingency plan devised.

<b>CALL FOR PROPOSALS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b>
18/05/2007
<b>CLOSING DATE</b>
20/07/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
Sectoral Innovation Watch ----- Evaluation will take place in September 2007. The grant agreement will be ready in Q1-2008 and the new Innovation Watch will take over from the existing activity around March-April 2008.
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
2000000 €
<b>FINANCIAL MODALITIES/COMMUNITY CO-FINANCING RATE</b>
Community funding up to 100% of eligible costs.
<b>DESCRIPTION OF THE CALL AND EVALUATION PROCEDURE</b>
The Sectoral Innovation Watch is the instrument developed by DG Enterprise and Industry to monitor innovation trends in different industrial sectors in Europe. This project was first launched under FP6 as part of the Europe INNOVA initiative in November 2005. The purpose of this implementing measure is to give continuity to the Innovation Watch under CIP and to extend the coverage of sectors to services, in particular to Knowledge Intensive Business Services (KIBS). The Innovation Watch shall identify drivers and challenges to innovation in different sectors, explore emerging market and socio-economic trends in these sectors and ultimately provide targeted policy recommendation to the Commission services and Member States.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
Selection criteria: 1/ Financial & economic capacity. Sufficient economic and financial capacity to guarantee continuous and satisfactory performance throughout the envisaged lifetime of the contract. 2/ Technical and professional capacity 2.1 Reliability of the tenderer in terms of the availability and quality of its human and technical resources as well as the availability of measures to ensure the quality of service. 2.2 Proven efficiency and relevant and sound experience of the tenderer in the light of his track record of services performed in the field of the project in the past three years. 2.3 Academic background, skills and experience of the staff involved in the project necessary for the execution of tasks outlined in the Technical Specifications, as well as the linguistic abilities necessary to ensure compliance with the requirements which call for excellent command of English both oral and written. Evaluation criteria: 1 - Overall quality of the proposal for the production of a Sectoral

Innovation Watch (SIW), including the robustness of the methodological approach 2 – Quality of the work programme for the production of a SIW included the proposal, including the identification of relevant topics to assess sectoral innovation performance, the proposed deliverables and a clear structure of the different Work Packages 3 – Quality of the proposed dissemination plan, the collaboration with other ongoing Europe INNOVA projects and the exploitation of results amongst the Europe INNOVA community and the wider public. 4 – Quality of the proposed project management. This includes the effective allocation of relevant staff to each type of tasks, the quality of the arrangements for ensuring that the objectives and deadlines are met and the quality of the contingency plan devised.

<b>CALL FOR PROPOSALS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b>
16/09/2007
<b>CLOSING DATE</b>
05/01/2008
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
Europe INNOVA Communications ----- Evaluation of proposals in April 2008 Signature of the grant agreement in July 2008, duration: 36 months.
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
3000000 €
<b>FINANCIAL MODALITIES/COMMUNITY CO-FINANCING RATE</b>
Community funding up to 100% of eligible costs.
<b>DESCRIPTION OF THE CALL AND EVALUATION PROCEDURE</b>
The contractor of Europe INNOVA Communications will provide support services to the Europe INNOVA networks which are active throughout the duration of the service contract. These services will include the update and maintenance of the Europe INNOVA website, the organisation of thematic workshops and events, the promotion of the activities undertaken by the different networks, the cross-networking of the different projects and the effective exploitation of their results.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
Selection criteria: 1/ Financial & economic capacity. Sufficient economic and financial capacity to guarantee continuous and satisfactory performance throughout the envisaged lifetime of the contract. 2/ Technical and professional capacity 2.1 Reliability of the tenderer in terms of the availability and quality of its human and technical resources as well as the availability of measures to ensure the quality of service. 2.2 Proven efficiency and relevant and sound experience of the tenderer in the light of his track record of services performed in the field of the project in the past three years. 2.3 Skills and experience of the staff involved in the project necessary for the execution of tasks outlined in the Technical Specifications, as well as the linguistic abilities necessary to ensure compliance with the requirements which call for excellent command of English both oral and written. Evaluation criteria: 1 - Overall quality of the proposal for the provision of a Europe INNOVA Communications service, including the relevance of the services to be provided. 2 – Quality of the work plan and roadmap for the provision of a Europe INNOVA Communications service, including the description of the proposed deliverables and a clear overall structure of the different Work Packages. 3 – Quality of the proposal for the proposed dissemination plan, the proposed collaboration with the ongoing Europe INNOVA projects and the exploitation of results amongst the Europe INNOVA community and the wider public. 4 – Quality of the proposed project management. This includes the effective allocation of relevant staff to each type of

tasks, the quality of the arrangements for ensuring that the objectives and deadlines are met and the quality of the contingency plan devised.

# ETUDE SUR LES SYSTEMES D'INNOVATION ET PRINCIPAUX MARCHES DES TIC

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/C/

## POLITICAL PRIORITIES

Innovation

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Le but de l'étude est d'évaluer de manière globale les technologies émergentes qui pourraient avoir une incidence sur la compétitivité des TIC de l'UE à l'avenir.

L'étude identifiera, décrira et évaluera la probabilité du succès de ces technologies et leur impact sur les marchés des TIC.

Les résultats de l'étude seront utilisés afin d'analyser dans quels domaines des TIC l'industrie des TIC de l'UE sera concurrentielle à l'avenir. Ces résultats seront utilisés dans le cadre de recommandations politiques visant à renforcer la compétitivité de l'industrie des TIC de l'UE.

## INDICATORS

Outputs – quantity: six semi-annual reports identifying and describing the technologies.

Qualitative: availability of sufficiently detailed information on conditions necessary for developing successful ICT products in order to propose sectorial policies aiming at strengthening the EU ICT industry's competitiveness in key ICT technologies. Quality will be evaluated by participants at follow-up workshop.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Subdelegation to JRC for the launch of a call for tender.

## DESCRIPTION

L'étude identifiera et décrira de manière globale les technologies existantes et émergentes qui devraient avoir un impact sur la compétitivité du secteur des TIC de l'UE.

L'étude évaluera la probabilité du succès commercial de ces technologies. Un intérêt tout particulier sera porté aux technologies qui auront un impact perturbateur sur les modèles commerciaux et les structures du marché.

La mesure fait partie du programme de travail de la DG Entreprises et Industrie visant à analyser et surveiller continuellement les développements dans le secteur des TIC qui auront une incidence sur la compétitivité du secteur des TIC de l'UE.

Cette mesure est étroitement liée aux activités de la task-force sur les TIC qui identifiera les obstacles majeurs pour la compétitivité de l'industrie des TIC de l'UE et pour la réalisation du marché intérieur de ce secteur.

Elle est également liée à l'initiative de la commission sur les marchés prédominants qui fut approuvée par l'appel à action du conseil européen du printemps 2006 visant à soutenir les marchés pour les biens et les services innovateurs et l'excellence dans la recherche des nouvelles technologies.

## RELATED MEASURES

Innovation panels (D1).

**PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

**OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Subdelegation to JRC	Q2/2007
Total duration (months) : 36	

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
other	2007	B	400,000	No	

<b>TOTAL PER YEAR/CREDITS</b>				<b>TOTAL PER ACTION</b>	
Year	All	BA	B		
2007	400,000	0	400,000	meetings of experts	0
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	0
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	400,000
<b>TOTAL</b>	<b>400,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>



# ENQUETE AUPRES DES ENTREPRISES SUR L'UTILISATION DES TIC ET LE COMMERCE ELECTRONIQUE

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/C/

## POLITICAL PRIORITIES

Innovation

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Collecte et répartition des données sur l'adoption des TIC et leur utilisation par les entreprises; développement d'indicateurs de comparaison et de variables connexes, couvrant les entreprises des États membres de l'UE et des pays de l'EEE/AELE.

Suivi du développement de la compétitivité des entreprises de l'UE lié à l'utilisation des TIC. Suivi des résultats de la task-force sur les TIC de la DG ENTR - groupe de travail no 1 sur l'utilisation des TIC.

## INDICATORS

Consistency and timeliness of the statistical data provided by the National Statistical Institutes and ESTAT.

Quality reports from MS to ESTAT provide information on the execution of the survey, accuracy of results, encountered problems in the survey execution and proposals to develop the procedures. These quality reporting obligations and time schedules and deadlines for delivery of results are defined in the yearly implementing regulation and in grant contracts. Results are used to develop the survey, methodology and implementation guidelines.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Subdelegation to ESTAT for the launch of a call for proposals.

## DESCRIPTION

L'utilisation efficace des TIC apporte une contribution significative à la croissance de la productivité et à l'augmentation de la compétitivité des entreprises européennes. Les TIC sont également un facteur déterminant dans 60-70% de toutes les nouvelles innovations.

Pour mesurer la situation, une enquête statistique, annuelle et globale est nécessaire. La DG ENTR cofinance (par des subventions aux offices statistiques nationaux) l'enquête d'Eurostat appelée "enquête auprès des entreprises sur l'utilisation des TIC et le commerce électronique " et développe des indicateurs de comparaison.

L'enquête couvre les 25 pays de l'UE, les pays candidats et l'EEE, avec un échantillon de 100.000 entreprises.

L'enquête fournit des informations statistiques officielles complètes sur les systèmes des TIC et leur utilisation au sein des entreprises, l'utilisation d'Internet et autres réseaux électroniques par les entreprises, les processus de commerce électronique, les compétences informatiques dans les entreprises et la demande de compétences en TIC.

Cette enquête est basée sur le règlement EC/2004/808 du 30 avril 2004 et sur le règlement d'application EC/2006/1031 du 4 juillet.2006 du Parlement européen et du Conseil concernant les statistiques communautaires sur la société de l'information, JO L186 7.7.2006, Pp. 11-18.

**RELATED MEASURES**

Sectoral analysis on ICT uptake and e-business by Sectoral e-Business Watch.

**PROGRAMME SUPPORT MEASURE**

No

**OPERATION TIMETABLE**

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Agreement with SPC (Statistical Programme Committee)	Q1/2007
Publishing of Implementation Regulation	Q1/2007
Publishing of Request for proposals for Grants	Q2/2007
Contract signing on Grants	Q4/2007
Survey execution	Q1/2008
Metadata Reports	Q2/2008
Survey aggregate data to Eurostat	Q4/2008
Quality Reports	Q4/2008
Development of benchmarking indicators DG ENTR together with JRC : Q2 2007 - December 2008	
Total duration (months) : 24	

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
other	2007	B	500,000	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	500,000	0	500,000	meetings of experts	0
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	0
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	500,000
<b>TOTAL</b>	<b>500,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

## **(D) L'ECO-INNOVATION**

## **(E) LA CULTURE DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE ET DE L'INNOVATION**

# ECHANGE DE BONNES PRATIQUES SELON LA CHARTE EUROPEENNE POUR LES PME

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/E/

## POLITICAL PRIORITIES

SMEs

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Objectif qualitatif: Mettre en évidence les questions relatives à la politique des PME couvertes par la Charte et déclencher des actions concrètes des Etats membres par l'identification et l'échange de bonne pratique et par l'apprentissage mutuel. Suivi des conclusions du Rapport intérimaire annuel dans le contexte de la stratégie pour la Croissance et l'Emploi et le Sommet de Printemps subséquent.

Objectif quantitatif : Deux prestations à fournir : une conférence sur la Charte et une brochure imprimée sur les bonnes pratiques en 22 langues.

## INDICATORS

### 1. Participation

Number of people attending the Charter conference as a percentage of the number of invitations sent out.

### 2. Quantitative:

Ca. 8 000 copies of the brochure printed by June 2008. Number of copies disseminated by December 2008 as a percentage of copies printed.

### 3. Qualitative:

Brochure easy to read and to use (according to feedback from national administrations).  
Conference well organised (according to feedback via an exit survey).

### 4. Output:

Were the deliverables delivered as planned and according to the budget foreseen?

### 5. Impact:

Number of cases where Member States indicate that good practices identified in the Charter process / Best Procedure project / other relevant Enterprise and Industry DG activities have been used a source of inspiration for designing their own policies compared to cases reported in the previous exercise.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Conference and publication.

## DESCRIPTION

Le projet comprendra deux éléments :

1. Organisation d'une conférence pour échanger des bonnes pratiques dans le contexte de la Charte en mai/juin 2008 à laquelle seront conviés des représentants des administrations nationales, régionales et locales, des organisations professionnelles européennes et nationales et des fournisseurs de soutien aux entreprises en provenance de tous les pays participants. Cette conférence de deux jours sera organisée conjointement avec la présidence slovène. Elle comprendra des exposés et des discussions sur les bonnes pratiques dans les domaines de la Charte.

2. Invitation à tous les Etats membres de rassembler des exemples de bonne pratique en rapport avec les domaines concernés. Publication d'une sélection de ces cas de bonne pratique

dans une brochure facile à lire et à utiliser dans 22 langues, en format papier et électronique.

#### RELATED MEASURES

- European Charter for Small Enterprises endorsed at the Santa Maria da Feira European Council in June 2000.
- Five Charter Implementation Reports: COM (2001) 122 of 07.03.2001, (COM (2002) 68 of 06.02.2002, COM (2003) 21 of 21.01.2003, COM (2004) 64 of 11.02.2004, and COM (2005) 30 of 08.02.2005; reports published in Enterprise Directorate-General's house style or by Opoce; dissemination measures: press releases, conferences, mailings, meetings with business organisations.
- Brochure with text of the Charter + introduction by the Commissioner published in September 2002; in the languages of the new Member States in June 2004.
- 2006 Charter good practice publication, published in June 2006.
- Charter conference in Dublin with the Irish Presidency, 29-30 June 2004 .
- Charter conference in Luxemburg with the Luxemburg Presidency, 15-16 June 2005 .
- Charter conference in Vienna with the Austrian Presidency, 13-14 June 2006 .

#### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

#### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Start preparations for the 2008 Charter conference / Launch the good practice identification exercise with the Member States / Start preparations with the framework contractor on the publication of the good practice brochure	Q3/2007
Publication of the good practice brochure	Q2/2008
Charter conference	Q2/2008
Total duration (months) : 10	

#### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
other	2007	BA	180,000	No	For the organisation of conference 300-400 participants
other	2007	BA	170,000	No	For good practice dissemination e.g. translation, printing of brochure, CD, etc.
	2007	BA	0	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B	meetings of experts	0
2007	350,000	350,000	0	technical assistance	0
2008	0	0	0	stockage for publications	0
2009	0	0	0	services contracts	0
2010	0	0	0	grants	0

<b>2011</b>	0	0	0	<b>seminars</b>	0
<b>2012</b>	0	0	0	<b>other</b>	350,000
<b>2013</b>	0	0	0		
<b>TOTAL</b>				<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	
350,000				0	

## ETUDE SUR L'ACCES DE PME AUX MARCHES PUBLICS

### YEAR

2007

### IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/E/

### POLITICAL PRIORITIES

SMEs

### OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

- Promouvoir la croissance de PME et leur potentiel d'emploi en facilitant leur accès aux marchés publics selon les priorités établies dans la stratégie de Lisbonne renouvelée et dans le cadre de la nouvelle directive sur les marchés publics.
- Mettre à jour et compléter les informations statistiques et d'autre type contenues dans le rapport d'étude de 2004 afin de les utiliser comme base pour de possibles mesures politiques d'appui visant à encourager l'accès des PME aux marchés publics au niveau de l'UE et au niveau national.
- Mettre à jour et compléter la liste des meilleures pratiques couvrant à la fois les autorités adjudicatrices et les PME.
- Sensibiliser les autorités a adjudicatrices et les PME sur les meilleures pratiques soutenant la participation des PME aux marchés publics.

### INDICATORS

- Number of good practices identified by the study
- Number of sets of statistics and trends updated by the study
- Number of sets of new policy measures identified by the study

### TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Call for tender.

### DESCRIPTION

Le projet vise à mesurer les progrès sur la participation des PME dans les contrats de marchés publics européens et nationaux mettant à jour et complétant les informations contenues dans le rapport du projet publié en 2004.

Il sera composé d'une étude identifiant les bonnes pratiques, spécifiant les facteurs de succès, ainsi que les progrès qui doivent être accomplis afin de déterminer une plus grande participation de PME aux contrats de marchés publics et proposant des procédures et/ou des instruments pour mesurer le développement et l'impact des instruments conçus pour promouvoir la participation de PME aux marchés publics.

### RELATED MEASURES

MAP project on SME access to public procurement (MAP 1.3/2004)

### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Call for tender published	Q2/2007
Contract signed and quick off meeting with contractor	Q4/2007
Final report	Q3/2008



MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Total duration (months) : 8	

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
services contracts	2007	B	550,000	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	550,000	0	550,000	meetings of experts	0
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	550,000
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	0
<b>TOTAL</b>	<b>550,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

<b>CALL FOR TENDERS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b> 02/04/2007
<b>CLOSING DATE</b> 31/05/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b> June-October 2007 - Evaluation of tenders November 2007 - Signing of the contract November 2007-May 2008 - Contractor working
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b> 550000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b> A general invitation to tender for a study on SMEs' access to public procurement.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b> Quality of methodology proposed to collect and analyse data. Quality and methodology for the qualitative survey and analyses. Skills, efficiency, experience and reliability of the service provider.

# ACCROITRE LA COMPETITIVITE DES PME DES INDUSTRIES FORESTIERES EUROPEENNES

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/E/

## POLITICAL PRIORITIES

Innovation

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Renforcer la compétitivité des PME des industries forestières européennes, à travers une série de mesures, notamment dans l'industrie du bois.

Ces mesures peuvent comporter des projets destinés à améliorer la capacité managériale pour l'innovation des produits, des modes de faire et le développement des marchés. Les besoins spécifiques des nouveaux Etats membres et des pays candidats sont pris en compte.

En liaison avec l'Agenda de Lisbonne, l'objectif global est d'aider au développement et à l'amélioration de l'entrepreneuriat, notamment par la stimulation de l'innovation, dans le cadre d'une nouvelle approche entrepreneuriale. De surcroît, l'aspect « demande » sera développé à travers la formation et l'information des utilisateurs, notamment les « designers » de produits et procédés ainsi que les gestionnaires.

## INDICATORS

i) Number, scope and quality of projects (e.g. courses) developed and their potential target audience; Quality will be evaluated in relation to observed changes in management models and applied practices.

ii) Number, level and geographic range of the potential target audience and their capacity to foster the exchange of best practices and to generate further innovative thinking and practice. Exchange capacity and best practices will be covered by peer reviews.

iii) Scope, content and quality (based on audience evaluation) of events.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Calls for tender (services contracts for devising training courses, preparations of workshops, etc.).

## DESCRIPTION

Les mesures sectorielles identifiées devraient améliorer la compétitivité des industries européennes du bois à travers les types de projets suivants :

- i) éducation et formation pour les PME, tout particulièrement dans le domaine de la gestion et d'autres fonctions techniques professionnelles de l'industrie du bois ou connexes.
- ii) système de solutions concernant des produits, des procédés et le développement de service (innovation).
- iii) meilleure information pour les utilisateurs finaux dans le secteur du bois et connexes.

Exemples pour ces 3 types de projets :

- a) le développement d'éléments de cours d'éducation et de formation pour gestionnaire ou autre professionnels dans les PME des industries du bois ou connexes, notamment :
  - amélioration de la capacité de gestion des PME des industries du bois;
  - modules sur le bois pour les non spécialistes, tels qu'architectes, « designers » et ingénieurs;
  - modules généraux adaptés pour les spécialistes de l'industrie du bois;
  - besoin spécifique en éducation et formation pour les PME des nouveaux Etats membres et

des pays candidats.

b) système de solutions concernant les produits bois, les procédés et le développement de services innovants.

Support au bois et aux matériaux composites, capables en particulier d'allier potentiellement des performances techniques élevées compatibles sur le plan sanitaire et environnemental (par exemple efficacité technique, durée de vie prolongée, réparable, recyclable).

c) meilleure information et savoir faire sur les matériaux en bois, en relation avec les actions susmentionnés.

#### RELATED MEASURES

Related measures include the "Road Map 2010" initiative", run by the EU woodworking industries and the "Enhanced Use of Wood Working Group", run by DG Enterprise (2001-2005).

Both these measures respond to the fact that the woodworking industries have a fragmented structure and are dominated by SMEs. They meet with increasing competition from low-cost wood-producing and exporting countries.

#### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

- (c) Evaluation of specific aspects or specific implementation measures in relation to this programme.

#### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Tentative indicative Work Programme (2007-2011). As numbered above: elements i) and ii) Phase 1 (2007-2008); iii) Phase 1 (2011). As numbered above: elements i) and ii) Phase 1 (2007 – 8); iii) Phase 1 (2011).	Q1/2007
As numbered above: iii) Phase 1 (2009).	Q1/2009
As numbered above: i) and ii) Phase 2 (2010).	Q1/2010
Total duration (months) : 72	

#### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
meetings of experts	2007	BA	10,000	No	
services contracts	2007	B	185,000	No	
services contracts	2008	B	195,000	No	
other	2009	B	90,000	No	Workshops and supporting media.

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	195,000	10,000	185,000	meetings of experts	10,000
2008	195,000	0	195,000	technical assistance	0
2009	90,000	0	90,000	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	380,000
				grants	0

<b>2011</b>	0	0	0	<b>seminars</b>	0
<b>2012</b>	0	0	0	<b>other</b>	90,000
<b>2013</b>	0	0	0		
<b>TOTAL</b>	480,000			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	0

<b>CALL FOR TENDERS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b>
15/02/2007
<b>CLOSING DATE</b>
15/04/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
Publication : 15/02/2007 (estimation) Closing date : 15/04/2007 (estimation) Evaluation : between the 1st and 31st of May 2007 (estimation) Submission of the evaluation report to R1: between the 1st and 30th of June 2007 (estimation) Contract signature : between the 1st and 31st of July 2007 (estimation).
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
185000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b>
The sectoral measures identified are to improve the competitiveness of the EU WWI through the following types of project element: i) education and training (E & T) for SMEs, primarily for management and other technical professionals in the WWI & for key linked occupations (KLO); ii) systems for solutions concerning product, process and service development (innovation); iii) better information for end-users in the woodworking sector and KLO. Examples of each of these elements are: i) the development of education and training course elements for managers and other professionals in SMEs in the WWI and KLO; e.g.: – improving management capacity in WWI SMEs; – modules on wood for non-specialists such as architects, designers, planners, etc.; – sectorially adapted "non-wood" modules for WWI specialists; – specific E&T needs for SMEs in New Member States and candidate countries. ii) systems for solutions concerning innovative wood-related products, processes and services development. Emphasis on wood and composite materials, in particular those with potential for combining technical performance with safety and environmental compatibility (e.g. thermal efficiency, prolonged working life, recoverability & recyclability); iii) Better information and know-how on wood materials relating to the above actions.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
1. FINANCIAL AND ECONOMIC CAPACITY 1.1. Sufficient overall economic and financial capacity to guarantee continuous and satisfactory performance throughout the envisaged lifetime of the contract, in order to carry out the work as specified. 2. TECHNICAL AND PROFESSIONAL CAPACITY 2.1. The reliability of the Tenderer to perform the services required in terms of human, technical and other relevant resources. 2.2 Capacity for and experience of oral and written expression in English and several other EU languages (e.g. conducting interviews, holding meetings, writing notes and reports, etc.) as well as the drafting in English of clear, detailed but concise, written technical reports. 2.3. Knowledge of and know-how related to education and training issues, structures and means in the sub-sectors and at the levels which are relevant. 2.4 A good quality of capacity for and

experience of information handling in the public and/or private sectors. 2.5. Knowledge of the EU woodworking sector and related key occupations, as well as those of other relevant national institutions. Evaluation criteria and weighting (indicative) Criteria 1. Relevance 2. Quality of the support action 3. Potential impact 4. Quality of the management 5. Mobilisation of resources

# DIFFUSION DE L'INNOVATION DANS L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/E/

## POLITICAL PRIORITIES

Innovation

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

- Diffuser vers les PME de l'industrie agro-alimentaire l'information nécessaire à l'innovation dans leur domaine d'activité au moyen de conférences régionales appropriées
- Favoriser l'échange de bonnes pratiques
- Favoriser la coopération entre les PME et les organismes locaux, nationaux, et internationaux
- Mettre en valeur les réalisations

## INDICATORS

- Number of SMEs, relevant associations, public administrations disseminator agents involved in the related fields, reached by this CIP action.
- Outputs: timely reports including conclusions on possible co-operations and good practices for innovation purposes explained to key stakeholders.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Call for tender.

## DESCRIPTION

Diffusion des résultats de la recherche effectuée dans le secteur Agro-Alimentaire à l'occasion de la plateforme « aliment pour la vie » (ou d'autres groupes de travail) vers les PME au moyen d'un « effet de cascade » utilisant la gestion de groupe représentatifs tels que les conférences régionales comme cas d'exemple. Date cible d'achèvement : fin 2008.

## RELATED MEASURES

Training of disseminators.

## PROGRAMME SUPPORT MEASURE

- No
- (d) Dissemination of appropriate information in relation to this programme.

## OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Launch of call	Q2/2007
Selection of the contractor	Q2/2007
First event	Q4/2007
Total duration (months) : 24	

## BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
--------	------	-------------	--------	----------------	-------------

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
technical assistance	2007	BA	150,000	Yes	
technical assistance	2008	BA	250,000	Yes	
	2007	BA	0	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	150,000	150,000	0	meetings of experts	0
2008	250,000	250,000	0	technical assistance	400,000
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	0
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	0
<b>TOTAL</b>	<b>400,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>400,000</b>

<b>CALL FOR TENDERS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b>
16/03/2007
<b>CLOSING DATE</b>
16/05/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
1. drafting Terms of Reference:11/2006
2. publication pre-information notice:01/2007
3. publication of contract notice:03/2007
4. opening tenders:05/2007
5. evaluation report:06/2007
6. award decision: 06/2007
7. signing the contract:06/2007
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
150000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b>
An open call for tender procedure for a service contract to provide us with the following services: - Target the agro-food SMEs within the 25 Member States and give them the necessary information for innovation in their field of activities by way of appropriate regional conferences; - To favour the exchange of good practices - To favour the cooperation between SMEs and other local, national and international bodies. - To highlight accomplishments.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
1. Selection criteria
- financial and economic capacity
- technical and professional capacity
2. Evaluation criteria

- understanding of the objectives
- quality of the information dissemination sessions
- clarity and feasibility of the work programme



**(F) LA REFORME ECONOMIQUE ET  
ADMINISTRATIVE LIEE A L'ENTREPRISE ET A  
L'INNOVATION**

# CONFERENCE SUR LA RATIONALISATION DE LA MISE EN OEUVRE DES EXIGENCES REGLEMENTAIRES RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/F/

## POLITICAL PRIORITIES

Better regulation

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Faire le point de la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport BEST sur la "rationalisation et la simplification des exigences réglementaires relatives à l'environnement pour les sociétés" (juin 2007) - le suivi du projet MAP 3,4/4

## INDICATORS

- a) Number and composition of participants to the conference.
- b) Feedback of participants.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Use of existing framework contracts.

## DESCRIPTION

Dans le cadre de leurs stratégies nationales de Meilleure Réglementation beaucoup de pays rationalisent les exigences administratives de la réglementation environnementale afin de réduire la charge imposée aux entreprises, tout en respectant toujours les Directives de l'UE concernant l'environnement. Ces mesures prennent des formes diverses (par exemple des outils d'aide à la conformité ; modification du cadre des autorisations), et il y a beaucoup à apprendre des bonnes/meilleures pratiques d'autres pays. La conférence concernera le suivi des recommandations de l'étude présentée à la conférence du 22 juin 2006. Les États membres informeront les participants des progrès accomplis dans la mise en œuvre des initiatives du rapport BEST de juin 2006 et présenteront de nouveaux exemples concrets de mesures réussies de rationalisation et les raisons de leur succès. De façon générale, les exemples qui seront présentés contribueront à améliorer le rapport coût-efficacité, la proportionnalité et la cohérence dans la transposition de la législation de l'UE au niveau des États membres.

## RELATED MEASURES

- BEST report, 22 June 2006, 'Streamlining and simplification of environment-related regulatory requirements for companies'. Final report of the best project expert group - May 2006
- Conference on 'Reducing Burdens on Industry: Simplifying the Implementation of Environmental Regulation. 22 June 2006

## PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

## OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Conference (end september 2007) on the follow up of BEST project recommendations	Q3/2007

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER

**BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)**

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
services contracts	2007	B	60,000	No	
	2007	BA	0	No	
	2007	BA	0	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B	meetings of experts	0
2007	60,000	0	60,000	technical assistance	0
2008	0	0	0	stockage for publications	0
2009	0	0	0	services contracts	60,000
2010	0	0	0	grants	0
2011	0	0	0	seminars	0
2012	0	0	0	other	0
2013	0	0	0		
<b>TOTAL</b>	<b>60,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

## **EXERCICE DE L'OCDE D'EXAMENS PAR LES PAIRS DES PRATIQUES D'AMELIORATION DE LA LEGISLATION**

### **YEAR**

2007

### **IMPLEMENTING MEASURE NO**

ENT/CIP/07/F/

### **POLITICAL PRIORITIES**

Better regulation

### **OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE**

Faisant suite à l'exercice SIGMA en cours (OCDE) qui examine l'environnement réglementaire dans les 10 nouveaux Etats Membres, la mesure proposée a pour objectif d'étendre l'analyse aux 15 anciens Etats Membres.

L'exercice doit mener à une meilleure compréhension des pratiques d'amélioration de la réglementation, à un échange d'expérience et à des recommandations en vue de promouvoir les meilleures pratiques dans le domaine de la qualité réglementaire. L'exercice couvrira les développements récents en matière d'amélioration de la réglementation et la situation actuelle. Cet examen était prévu dans la Communication de mars 2005 «Améliorer la réglementation en matière de croissance et d'emploi dans l'Union Européenne »

Le travail contribuera aussi de manière significative à améliorer les connaissances sur ce sujet et fournira des éléments pour les Programmes de Réforme Nationaux des EMs dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

### **INDICATORS**

Peers- review reports to be done by the OECD presenting the state of play of the national regulatory environment and tools and proposing some country-specific recommendations.

#### 1. Participation

Number of Member States participating in the reviews (target: 15)

2. Quantitative: 15 country reports and one synthesis report to be made public through a web publication.

3. Qualitative: relevance of the OECD recommendations to be addressed to the Member States in the country reports to be validated by the degree of Member States acceptance to proceed with their implementation.

#### 4. Impact:

The number of reforms the reports flag as still being needed to be put in place in the Member States concerned.

### **TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE**

The measure will be implemented by a grant to the OECD using the standard contribution agreement with international organisations proposed by DG AIDCO in 2004, in accordance with the General framework Agreement between the EU and the OECD on contracting principles (signed on the 4/4/2006). Clearance from DG BUDG as regards the appropriateness of the above contractual arrangement for this project has already been secured.

### **DESCRIPTION**

La mesure devra d'abord consister en l'établissement d'un point de référence permettant d'évaluer les ressources institutionnelles nationales dédiées à la gestion de la réglementation.

Le point de référence utilisé pour de tels examens se fonde en général sur les standards de l'OCDE portant sur les bonnes pratiques en matière de réforme réglementaire. Le projet consistera alors, pour chaque pays, en un examen par les pairs qui identifiera, par rapport au point de référence établi, les forces et les faiblesses de l'environnement législatif / institutionnel national et du contexte plus général de gestion de la réglementation. Il identifiera également les ressources institutionnelles disponibles, l'état de développement et d'utilisation des outils d'amélioration de la réglementation, qu'elle soit en préparation ou déjà existante.

Une série de rapports individuels par pays sera produite, destinés à la Commission et à l'Etat Membre concerné. Quand les 15 rapports individuels seront terminés, un rapport de synthèse sera produit, qui présentera les résultats généraux en matière de politique réglementaire, regroupant les conclusions et présentant un possible programme de travail pour une mise en œuvre future dans les pays devant combler des lacunes identifiées lors de l'exercice.

#### RELATED MEASURES

A similar implementing measure (peer reviews on governance) is currently ongoing in the 10 "new" EU MS under the SIGMA (OECD)/ DG ELARG initiative. The current implementing measure is planned to be completed by end of 2006. An extension of the SIGMA programme to the two new MS (Bulgaria and Romania) is also planned for 2007 (financed by DG ELARG).

#### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

- (a) Analysis and monitoring of competitiveness and sectoral issues, including for the Commission's annual report on the competitiveness of European industry.

#### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Phase 1: Baseline development for each country; kick-off meetings.	Q2/2007
Phase 2: 15 peer reviews.	Q1/2008
Phase 3: final reports, synthesis, concluding meetings in Member States.	Q1/2009
Total duration (months) : 24	

#### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
other	2007	B	700,000	No	Framework Agreement Grant
other	2008	B	300,000	No	Framework Agreement Grant

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B	meetings of experts	0
2007	700,000	0	700,000	technical assistance	0
2008	300,000	0	300,000	stockage for publications	0
2009	0	0	0	services contracts	0

<b>2010</b>	0	0	0	<b>grants</b>	0
<b>2011</b>	0	0	0	<b>seminars</b>	0
<b>2012</b>	0	0	0	<b>other</b>	1,000,000
<b>2013</b>	0	0	0		
<b>TOTAL</b>	1,000,000			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	0

<b>CALL FOR PROPOSALS:</b>
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
First quarter 2007
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
1000000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL AND EVALUATION PROCEDURE</b>
An ad hoc call for proposal has been addressed to the OECD in October 2006, which is the sole international organisation able to execute the implementing measure. Based on OECD's proposal we will examine the feasibility of concluding a standard contribution Agreement
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
In cases of work outsourced to other international organisations by means of ad hoc grant agreements, the evaluation of proposals is done through an ad hoc procedure as regards the content, deadlines and deliverables. The Commission will examine the OECD proposal on the basis of its coherence with the peer reviews already done under the SIGMA EU ten programmes.

## **PROGRAMME COMMUNAUTAIRE POUR LA REDUCTION DES COUTS ADMISTRATIFS LIES A LA REGLEMENTATION**

### **YEAR**

2007

### **IMPLEMENTING MEASURE NO**

ENT/CIP/07/F/

### **POLITICAL PRIORITIES**

Better regulation

### **OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE**

En se fondant sur la recherche précédente terminée en octobre 2006, l'objectif est de mesurer les coûts administratifs provenant de domaines spécifiques de la politique européenne.

L'objectif est également de prêter assistance aux Etats Membres dont les coûts administratifs n'ont pas encore été mesurés.

L'objectif est aussi de fournir des informations pour l'établissement d'un objectif commun de réduction des coûts au niveau européen.

Enfin, l'objectif est lancer les programmes de réduction des coûts administratifs, tant au niveau communautaire qu'au niveau des Etats Membres, en fournissant des indications sur les domaines les mieux adaptés pour une réduction rapide des coûts et sur la manière dont cela peut être effectué.

### **INDICATORS**

A final report with measurements and recommendations for simplification/administrative cost reduction in specific policy areas and/or pieces of legislation.

#### 1. Participation

Number of countries participating in the exercise.

#### 2. Quantitative

Periodical progress reports by policy area and MS, update and completion of a data base containing all Information Obligations (IO)

#### 3. Qualitative

Relevance of information and measurement - to be validated through appropriate interviews and expert panels.

#### 4. Impact:

- The degree to which results of the work will contribute to set concrete reduction targets at Community and MS levels and to measure progress on a regular basis.

- Willingness of MS public authorities to launch national reduction programmes, as judged by their actions.

### **TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE**

Call for tender for the conclusion of a framework contract.

### **DESCRIPTION**

La mesure de mise en œuvre proposée pour 2007/2008 vient à la suite d'une mesure achevée en 2006 à travers un projet pilote. Celui-ci a permis l'identification préliminaire de domaines d'action prioritaires et spécifiques où les coûts administratifs devraient être mesurés.

La mesure de mise en œuvre a pour objectif de prendre la suite de ce projet pilote:

1/ en mesurant les coûts administratifs dans les domaines identifiés et en comparant les estimations de coûts liés à la législation communautaire à travers les Etats Membres participants.

2/ en distinguant les domaines d'action où les charges administratives sont dues à la

législation nationale / régionale et ceux où elles sont dues à la législation communautaire. L'origine des charges administratives identifiées sera analysée sur la base des obligations d'information et, en particulier, les coûts liés à la transposition et à la mise en œuvre de la législation seront identifiés dans le but de remédier à la législation posant problème. Les domaines d'action où l'on rencontrera le plus de charges administratives seront listés et des recommandations faites quant aux possibilités de réduction des coûts administratifs. Cela fournira une importante contribution à l'atteinte d'un objectif commun de réduction des coûts administratifs à l'échelle européenne.

La Commission prévoit un budget de €10 millions pour cette mesure en 2007. Néanmoins, la mesure sera mise en œuvre de manière progressive et dans un premier stade le montant engagé sera probablement inférieur à la totalité du budget.

#### RELATED MEASURES

Pilot implementing measure launched in 2006 to identify the policy areas that will be measured and determine the methodological aspects that need to be taken into account when launching the study on administrative costs.

#### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

- (a) Analysis and monitoring of competitiveness and sectoral issues, including for the Commission's annual report on the competitiveness of European industry.

#### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
Mapping of Information Obligations stemming directly from EU legislation	Q3/2007
Mapping of Information Obligations stemming from the implementation of EU legislation	Q4/2007
Field measurements of Information Obligations stemming directly from EU legislation	Q4/2007
Field measurement of Information Obligation stemming from the implementation of EU legislation	Q3/2008
Development of administrative costs reduction programmes, targets, proposals, economic projections and dissemination of results.	Q3/2008
Total duration (months) : 24	

#### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
services contracts	2007	B	10,000,000	No	
services contracts	2008	B	10,000,000	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B	meetings of experts	0
2007	10,000,000	0	10,000,000	technical assistance	0



<b>2008</b>	10,000,000	0	10,000,000	<b>stockage for publications</b>	0
<b>2009</b>	0	0	0	<b>services contracts</b>	20,000,000
<b>2010</b>	0	0	0	<b>grants</b>	0
<b>2011</b>	0	0	0	<b>seminars</b>	0
<b>2012</b>	0	0	0	<b>other</b>	0
<b>2013</b>	0	0	0		
<b>TOTAL</b>	20,000,000			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	0

<b>CALL FOR TENDERS:</b>
<b>DATE OF PUBLICATION</b>
30/03/2007
<b>TIMETABLE FOR THE CALL</b>
First quarter 2007
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
20000000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b>
<p>Following an open call for tenders for the provision of services, the project will be carried out via a framework contract. The services to be provided will essentially consist in setting up and running, for an approximate period of two years, an international team of experts that will perform the required work for the Commission and national authorities in the Member States. The selected contractor (consulting firm or a consortium) will need to have a proven record of handling large international study projects through an established European network. The essential tasks of the contractor will be twofold: - assist the Commission and the designated representatives of national governments in establishing baselines for a comprehensive measurement exercise of administrative costs arising from Community legislation either directly ( from regulations) or indirectly (directives ) that have been transposed into national law, - propose a series of action plans, at an appropriate level of detail, for reducing such administrative costs at national and community levels (such as, for example, by policy areas and/or any other relevant criterion to be determined). A more specific description of the tasks to be performed and the methodological/operational approach to be adopted for will be drawn up in specific contracts to be concluded under the framework contract, building on the completion of an on-going pilot project launched in July 2006 that focuses on the preliminary findings and experience of four member states (CZ, DK, NL, UK) which have already conducted measurements of administrative costs on the basis of the Standard Cost Model (SCM) methodology. Currently, it is foreseen that the framework contract will be structured on the following activities: - Specific contract 1 - Mapping of IOs stemming directly from EU legislation - Specific contract 2 - Mapping of IOs stemming from the implementation of EU legislation - Specific contract 3 - Field measurements of Specific contract 1 - Specific contract 4 - Field measurements of Specific contract 2 - Specific contract 5 - Development of administrative costs reduction programmes, targets, proposals, economic projections and dissemination of results. It is foreseen to put in place a task force and a steering committee composed Commission and MS representatives from the High Level Group on Better Regulation to monitor and control the programme. Within indicative financial thresholds, specific ad hoc contracts will be signed, as appropriate. Individual payments will be planned based on regular progress reports.</p>
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>

The contract will be awarded on the basis of the best quality/price ratio.

1. FINANCIAL AND ECONOMIC CAPACITY 1.1. Sufficient overall economic and financial capacity to guarantee continuous and satisfactory performance throughout the envisaged lifetime of the contract, in order to carry out the work as specified.

2. TECHNICAL AND PROFESSIONAL CAPACITY 2.1. The reliability of the Tenderer to perform the services required in terms of human, technical and other relevant resources. 2.2 Capacity for and experience of oral and written expression in English and several other EU languages (e.g. conducting interviews, holding meetings, writing notes and reports, etc.) as well as the drafting in English of clear, detailed but concise, written technical reports. 2.3. Proven record of handling large international study projects through an established European network. 2.4 A good quality of capacity for and experience of information handling in the public and/or private sectors. Evaluation criteria and weighting (indicative) criteria: 1. Relevance 2. Quality of the support action 3. Quality of the management 4. Mobilisation of resources

# VUE GENERALE SUR LES QUESTIONS PERTINENTES LIEES A L'ENTREPRISE FAMILIALE : RECHERCHE, RESEAUX, MESURES POLITIQUES ET ETUDES EXISTANTES

## YEAR

2007

## IMPLEMENTING MEASURE NO

ENT/CIP/07/F/

## POLITICAL PRIORITIES

SMEs

## OBJECTIFS DE LA MESURE DE MISE EN OEUVRE

Objectifs qualitatifs :

Analyser la nécessité et la forme d'éventuelles initiatives politiques futures en faveur de l'entreprise familiale.

Fournir une vue générale sur les recherches pertinentes, les réseaux , les politiques, les études existantes sur les meilleures pratiques dans le domaine de l'entreprise familiale (petites entreprises).

Objectifs opérationnels :

Deux réunions de groupes d'experts permettront de tirer des conclusions pour un rapport à la fin 2007. Le rapport pourrait être publié sur le site WEB de la DG ENTR (EN).

## INDICATORS

### 1. Participation

Expert group meetings:

Number of Countries participating, important stakeholders represented.

Study: Number of countries, research institutes, networks participating in the exercise.

### 2. Quantitative

Timeliness of the delivery of the expert group report written by the Commission.

Timeliness of the delivery of the Study (Overview) produced by an external contractor.

Timeliness of the delivery of Web publication.

### 3. Qualitative

Quality of research in the field of family business.

### 4. Impact

Degree to which the work substantially contributes to improving the knowledge of this topic and to disseminate the relevant information

Degree to which the action has an impact in supporting the exchange of good practice and draw conclusions to influencing/adapting policy-making.

## TYPE OF IMPLEMENTING MEASURE

Call for tender, expert meetings, Commission report

## DESCRIPTION

Via un appel d'offres, une vue générale sera réalisée par une étude identifiant dans le contexte de l'entreprise familiale la recherche appropriée, les réseaux, les actions politiques et les études existantes des meilleures pratiques et des spécificités de l'entreprise familiale en tant que PME. Les résultats serviront de base pour vérifier si des actions au niveau européen en faveur de l'entreprise familiale peuvent apporter une valeur ajoutée en faveur de la création d'emploi et la croissance.

En conséquence, 2 réunions de groupe d'experts seront organisées en 2007 (mai/juin + septembre/octobre) pour discuter les principaux problèmes de l'entreprise familiale dans le cadre du marché unique et pour déterminer s'il y a un besoin d'actions spécifiques. Sur la base des principaux résultats un rapport sera réalisé.  
Le contractant présentera les résultats de son travail dans un rapport final (fin 2008)

#### RELATED MEASURES

The SME Observatory has carried out research, past and recent SME policy actions have included family businesses, but a separate analysis of it has not been undertaken.

#### PROGRAMME SUPPORT MEASURE

No

#### OPERATION TIMETABLE

MILESTONE DESCRIPTION	INDICATIVE QUARTER
1st expert meeting	Q2/2007
Preparation of the call for tender	Q2/2007
2nd expert meeting	Q3/2007
Launch of the call for tender (study)	Q3/2007
Expert meetings result: Commission report	Q4/2007
Interim report of the study	Q2/2008
Final report of the study	Q4/2008
Total duration (months) : 17	

#### BUDGET (OUT OF WHICH ECO-INNOVATION)

ACTION	YEAR	BUDGET TYPE	BUDGET	ECO-INNOVATION	DESCRIPTION
services contracts	2007	B	120,000	No	
meetings of experts	2007	BA	60,000	No	

TOTAL PER YEAR/CREDITS				TOTAL PER ACTION	
Year	All	BA	B		
2007	180,000	60,000	120,000	meetings of experts	60,000
2008	0	0	0	technical assistance	0
2009	0	0	0	stockage for publications	0
2010	0	0	0	services contracts	120,000
2011	0	0	0	grants	0
2012	0	0	0	seminars	0
2013	0	0	0	other	0
<b>TOTAL</b>	<b>180,000</b>			<b>TOTAL FOR ECO-INNOVATION</b>	<b>0</b>

#### CALL FOR TENDERS:

##### TIMETABLE FOR THE CALL

August/September 2007 - Evaluation of tenders

November/December 2007 - Signing of the contract
November/December 2007 – November/December 2008 - Contractor working
<b>TOTAL INDICATIVE BUDGET FOR THE CALL</b>
180000 €
<b>DESCRIPTION OF THE CALL</b>
A general invitation to tender for a study on the specificities of family businesses in Europe, existing policy measures and existing studies on best practice.
<b>INDICATIVE SELECTION AND EVALUATION CRITERIA</b>
Quality of methodology proposed to collect and analyse data. Quality and methodology for the analyses. Quality of the results of the study and showing which importance family business has for contributing to achieving more growth and jobs.